

# Tierno Monenembo ne reculera pas car «Les dictatures, on ne les fuit pas, on les confronte [ ]»

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



## Politique

Depuis quelques jours, des Etats-Unis, de France, du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Mali et d'ailleurs, des bonnes âmes soucieuses de ma liberté et de ma vie m'adressent des messages d'alerte : il paraît que ma vie est en danger. Je devrais me méfier, baisser le ton, adoucir mes propos et peut-être même quitter le pays.

Eh bien non, je ne me méfierai pas, je ne baisserai pas le ton et surtout, surtout, surtout, je ne quitterai plus jamais mon pays sauf pour les besoins d'une conférence, d'un Salon du Livre ou d'un check-up médical. Je ne viens pas de Haute-Volta moi, je suis d'ici moi. Mon père est enterré au cimetière de Coléah, ma mère, à celui de Dixinn, mes aïeux reposent à Porédaka.

Déjà, à la fin des années 60, ceux de ma génération avaient commis la grave erreur de fuir le régime bestial de Sékou Touré. Aujourd'hui encore, le pays entier continue d'en payer le prix. Les dictatures, on ne les fuit pas, on les confronte, on leur crache dessus, on les abat.

---

***Je ne me méfierai pas, je ne baisserai pas le ton et surtout, surtout, surtout, je ne quitterai plus jamais mon pays sauf pour les besoins d'une conférence, d'un Salon du Livre ou d'un check-up médical.***

---

Cette magistrale leçon de l'Histoire, je l'ai parfaitement assimilée à présent. Je ne reculerai plus jamais devant un despote. La liberté a un prix et ce prix, je suis prêt à le payer comme l'ont déjà fait nombre de nos compatriotes. Je pense aux centaines de morts qui jalonnent les deux mandats du sinistre Alpha. Je pense aux dizaines de disparus, aux milliers de prisonniers politiques. Je pense en particulier à Ousmane Gaoual, Sékou Koundouno, Chérif Bah, Etienne Soropogui Oumar Sylla, Saïkou Oumar, Ismaël Condé, Souleymane Condé et les autres. Je pense à vous tous vaillants patriotes guinéens qui croupissez dans les geôles d'Alpha Condé pour avoir refusé de renoncer à votre dignité de citoyens. Je m'incline humblement devant votre foi et votre bravoure.

Les Guinéens en ont jusque-là. Ils sont tous prêts à mourir pour recouvrer leur liberté. Ils sont prêts à consentir les sacrifices qu'il faut, cela prendra le temps que cela prendra. Ils savent que le despotisme est déjà derrière eux.

***Le régime archaïque d'Alpha Condé n'est que le dernier maillon d'une espèce en voie de disparition. Après 62 ans de chaos absolu, ils savent qu'ils sont près du but : c'est pour bientôt, le soleil de la liberté, le jour de la concorde et***

## ***du bien-être collectif.***

Pour ma part, non seulement je ne quitterai pas le pays, mais je suis prêt à mourir. Rien de plus beau que de mourir pour la liberté ! Il y a des moments où la plume ne suffit pas. Il y a des moments où l'écrivain doit abandonner sa table de travail pour descendre dans l'arène. Le romancier ne doit pas se contenter de prendre la parole, il doit aussi prendre la rue, se tapir dans les tranchées ou se jucher sur les barricades. « Un poème dans la poche, un fusil dans la main », disait d'ailleurs mon ami congolais, Emmanuel Dongala. De Garcia Lorca à Paul Eluard, de Tahar Djaout, à Ken Saro Wiwa, c'est quand le poète tombe sous les balles des barbares que la littérature prend tout son sens. Et qu'est-ce que la littérature sinon, ce bataillon armé de mots qui depuis la nuit des temps occupe les avant-postes du combat pour la liberté : liberté d'être, liberté de penser, liberté de dire, liberté d'aller et de venir, liberté de créer, liberté de rêver.

***Non, je ne reculerai pas. Non, je ne me méfierai pas. Non, je ne n'adoucirai pas mes propos. Je continuerai vaille que vaille à dire merde à ce régime de merde.***

Advienne que pourra !

**Tierno Monénembo**

---

---

# L'élection en Afrique ou la délégitimation d'un « rite démocratique »

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



## Analyse

Légitimer et renforcer des pouvoirs autoritaires, l'élection en Afrique ressemble plus à une simple formalité administrative qu'à une consécration de la démocratie. De [Fukuyama](#) qui parle d'un *verni démocratique* à [Michalon](#) qui n'hésite pas à soutenir la *suppression* de l'élection présidentielle en Afrique, le « [théâtre démocratique](#) » expression de Antoine Glaser pour qualifier les élections dans certains pays africains, apparait comme un rendez-vous en *absurdie*.

L'acte électif est dévalorisé. Dans un article intitulé [La démocratie en Afrique: succès et résistances](#), Babacar Guèye souligne que « L'acte électif n'a de sens, au fond, que s'il permet à terme l'alternance démocratique [ ] » Or, selon l'auteur, « les manipulations électorales, intimidations et recours à la force qui émaillent bien des élections en Afrique

sont les signes du refus d'accepter les règles du jeu démocratique ».

Dans le même ordre d'idées, Philippe Aldrin dans un ouvrage collectif intitulé [Politiques de l'alternance: sociologie des changements \(de\) politique](#), soutient qu'une alternance au pouvoir est un « indicateur de bonne santé démocratique » parce qu'elle est supposée porteuse de changements politiques et sociaux. Les enquêtes [Afrobaromètre](#) arrivent à la même conclusion « Dans le système politique particulier à l'Afrique, une alternance au pouvoir insuffle l'espoir populaire selon lequel la performance gouvernementale sera améliorée. » En d'autres termes, « [les Africains désirent des élections transparentes, surtout celles porteuses d'alternance](#) ».

---

***Une alternance au pouvoir est un « indicateur de bonne santé démocratique »***

---

Entre démocratie et autoritarisme, les régimes hybrides jouent les intermédiaires (des régimes autoritaires civils qui organisent des élections pour légitimer leur position). Avec une façade compétitive, des consultations manipulées, des institutions factices, ces régimes hybrides africains sont un mélange d'éléments de démocratie (institutions, élections) avec des pratiques autoritaires.

Cependant, « l'élection ne fait pas la démocratie ». Pour [Pierre Jacquemot](#), elle « n'est la démocratie que si elle est l'aboutissement d'un long processus, adossé à une ossature institutionnelle suffisamment robuste pour porter une justice indépendante, garantir les libertés fondamentales, apporter du développement et traquer la corruption ».

En dénonçant « la pseudo démocratie africaine », le journaliste Vincent Hugué dans un essai intitulé [Afrique : le mirage démocratique](#), est catégorique : c'est une « mascarade ». Selon lui, « Jeunes ou vieux, les caïmans du marigot ont appris à manier le lexique du pluralisme, de la transparence et de la bonne gouvernance [ ] pour mieux s'affranchir de ses effets ». L'auteur dénonce le « tour de passe-passe » que constituent les modifications constitutionnelles avant les scrutins. Des modifications, selon lui, qui « ont l'apparence de la légalité, mais constituent autant de forfaitures sur le plan éthique et politique ».

**Une « démocratie procédurale ».** Pour Pierre Jacquemot, elle « renonce à convaincre de la nécessité du politique, désarme le jeu social et rend, entre deux élections, le citoyen superflu. Il en résulte, pour la population pauvre, un sentiment diffus d'impuissance [ ] ». Quant au professeur britannique [Nic Cheeseman](#), il qualifie l'Afrique de « continent remarquablement divisé », avec « presque autant de démocraties défectueuses (15) que de régimes autocratiques (16) parmi les 54 États du continent ».

Dans un article publié dans le [foreign affairs](#), intitulé *The Retreat of African Democracy. The Autocratic Threat Is Growing*, [Nic Cheeseman](#) et [Jeffrey Smith](#) soulignent qu'un « bon indicateur de l'état de santé de la démocratie en Afrique comme ailleurs consiste à observer si les dirigeants quittent effectivement le pouvoir au terme prévu par leur mandat. Ils sont de plus en plus nombreux à mener des “coups d'État constitutionnels” qui leur permettent de récrire la loi [ ] ». En citant le [Freedom House](#), ces deux auteurs révèlent que 11 % seulement du continent africain est politiquement “libre”, et le niveau moyen de la démocratie n'a cessé de reculer au cours des quatorze dernières années. Cette tendance est confirmée par le score du continent en matière de processus électoral et de pluralisme qui demeure le plus

faible du monde. Selon le [Democracy Index 2019 de The Economist Intelligence Unit](#) 3,99/10 contre une moyenne planétaire de 5,9/10. Le journaliste et chercheur indépendant, Régis Marzin, dans un rapport intitulé [Démocraties, dictatures et élections en Afrique : bilan 2019 et perspectives 2020](#) dénote quant à lui, que sur les 582 élections enregistrées entre 1990 et 2019, 294 relèveraient de la « mascarade ».

## **Le contrôle des commissions électorales**

Dodzi Kokoroko, dans un article intitulé [Les élections disputées : réussites et échecs](#) publié en 2009 dans la revue *Pouvoirs*, souligne que la « grandeur de l'élection célébrée par sa consécration constitutionnelle s'éclipse rapidement devant les déceptions et régressions engendrées dans la pratique. »

Entre l'habillement normatif et le mode opératoire des institutions et juridictions constitutionnelles, le contraste est saisissant. Si la création de commissions électorales et des cours constitutionnelles est perçue comme une avancée démocratique, censée « en théorie » garantir la transparence, l'indépendance et l'impartialité dans la gestion du processus électoral, force est de reconnaître que la réalité est aux antipodes de cet habillement normatif parfois « sacralisé ».

***Le contrôle des institutions en charge des élections apparaît comme un enjeu central pour la conquête et la conservation du pouvoir politique en Afrique.***

Eugène Le Yotha Ngardebaye dans sa thèse intitulée [Le contentieux électoral et la consolidation démocratique en Afrique francophone. Trajectoire comparative du Bénin et du Tchad \(2014\)](#), souligne que « l'issue de l'élection ne se joue plus dans les urnes, mais dans les capacités à maîtriser et disposer de ces institutions. C'est ce qui explique la politisation outrancière des commissions électorales avec en

prime une prépondérance des membres désignés par le parti au pouvoir. » Une lecture partagée par Danielle Béatrice dans un article intitulé [Changement des mentalités et changements institutionnels : des impératifs pour crédibiliser la démocratie en Afrique](#), qui affirme que « l'amélioration de la démocratie et de la vie politique dans les pays africains nécessite une véritable autonomie des institutions responsables des élections et une limitation des pouvoirs des chefs d'État. » Pour elle, les institutions chargées du suivi des élections ont perdu leur crédibilité. Cela est sans doute « dû à la corruption qui sévit dans nos pays africains et au manque d'autonomie des dites institutions. »

## **La sincérité et l'intégrité du vote en question**

Les manipulations du vote se révèlent être une pratique courante dans un environnement où l'administration est partisane et l'organe en charge des élections est instrumentalisé. En guise d'exemple, la loi prévoit un dépouillement sur place dans les bureaux de vote. Cependant, on assiste le plus souvent au déplacement des urnes par la force. Une pratique relevée par Dodzi Kokoroko dans son article [Les élections disputées : réussites et échecs](#). Selon cet auteur, « ce transfert des urnes permet à l'administration de remplacer les urnes dont le contenu est jugé défavorable au pouvoir par des urnes plus dociles, aux résultats facilement contrôlables. La falsification des procès-verbaux constitue l'étape suprême de la machine de fraude électorale. Elle est généralement orchestrée par des représentants locaux de l'administration générale (préfets et sous-préfets) qui vont corriger les résultats. »

Dans le même ordre d'idées, Pierre Jacquemot dans un article intitulé *les élections en Afrique, marché de dupes ou apprentissage de la démocratie ?* publié en 2019 dans la *Revue internationale et stratégique* explique que « [ ] la



falsification des procès-verbaux, si elle est utilisée peut commencer dans le bureau de vote, mais elle intervient le plus souvent dans un transfert ou un lieu de compilation régional, ou encore dans un lieu de rassemblement national ». Pour cet universitaire et ancien diplomate, « l'élection africaine est la résultante d'une réelle appropriation des normes officielles du jeu électoral conjuguée à des pratiques de contournement de ces règles ». L'auteur n'hésite pas à soutenir que « la transgression fait partie intégrante du jeu électoral africain ». De plus en plus sophistiquée, l'ingénierie de la fraude électorale atteint des proportions inquiétantes en Afrique. Vincent Darracq et Victor Magnani dans un article intitulé [Les élections en Afrique : un mirage démocratique ?](#) expliquent que « des savoir-faire multiples, de plus en plus sophistiqués, sont développés par les opérateurs politiques et leurs « petites mains » pour « orienter » les résultats des scrutins ».

---

**« l'élection africaine est la résultante d'une réelle appropriation des normes officielles du jeu électoral conjuguée à des pratiques de contournement de ces règles »**

*Pierre Jacquemot*

---

Les chercheurs Nic Cheeseman et Brian Klaas, dans un ouvrage intitulé « [How to rig an election](#) » qui traite des stratégies au moyen desquelles les tricheurs politiques et leurs auxiliaires administratifs faussent les scrutins démocratiques soutiennent que « Contrairement à ce que l'on pense généralement, les dirigeants autoritaires qui acceptent de tenir des élections sont généralement en mesure de rester au pouvoir plus longtemps que les autocrates qui refusent d'autoriser la population à voter. » En d'autres termes, selon ces auteurs « un autocrate perd rarement une élection ».

Face à cette situation de fraude électorale systématique, les contestations des résultats font désormais partie intégrante du processus. Un fait caractéristique des élections en Afrique, selon Pierre Jacquemot dans une interview sur [Francetvinfo](#). Dans le même ordre d'idées, le sociologue ivoirien Alfred Babo, dans un article dans Le Monde intitulé [Faut-il continuer d'organiser des élections présidentielles en Afrique ?](#) affirme que « la contestation des résultats est devenue quasi consubstantielle à l'exercice de ces scrutins ».

Pour conclure, citons cette observation de Alix Boucher de Africa Center, dans un article intitulé [Désamorcer la crise politique en Guinée](#) « **l'expérience montre que les chefs d'État africains qui sont restés au pouvoir pendant plus de 10 ans ont accumulé les actes de répression et de corruption et généré instabilité financière, sous-développement et conflits dans le pays.** »



**Sékou Chérif Diallo** Fondateur/Administrateur @GuineePolitique

---

---

**Guinée: « Les États-Unis**

**condamnent les violences [ ]  
et appellent à la  
transparence dans le  
processus de tabulation du  
vote»**

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



Dans une déclaration republiée par l'ambassade des États-Unis en Guinée, le Secrétaire d'État adjoint [Tibor Nagy](#) souligne que "les États-Unis condamnent les violences en Guinée et appellent à toutes les parties à y mettre fin immédiatement".



## DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT TIBOR NAGY SUR LA GUINÉE

23 Octobre 2020



Les États-Unis condamnent les violences en Guinée et en appellent à toutes les parties à y mettre fin immédiatement. Nous exhortons les services de sécurité à la retenue, et les manifestants à rester pacifiques. Nous présentons nos condoléances aux victimes et à leurs familles, souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

Une élection libre, équitable et crédible est essentielle pour l'avenir de la Guinée. Nous nous joignons à la société civile guinéenne pour en appeler à la transparence dans le processus de tabulation du vote. Tous les différends électoraux doivent être résolus pacifiquement par l'entremise du processus défini par la loi.

Nous saluons la volonté de l'Organisation des Nations Unies de soutenir les efforts du pays pour désamorcer rapidement les tensions, promouvoir le dialogue et la cohésion nationale.



GN.USEMBASSY.GOV



@USEMBASSYCONAKRY



@EMBASSYCONAKRY



@USEMBASSYCONAKRY

*The U.S. condemns the violence in Guinea & calls on all parties to end it immediately. We urge the security services to use maximum restraint and for protestors to remain peaceful. We extend our condolences to the victims & their families and wish a full recovery for the injured.*

– Tibor Nagy (@AsstSecStateAF) [October 23, 2020](#)

*A free, fair and credible election is essential to Guinea's future. We join Guinean civil society in calling for*

*transparency in the vote tabulation process. All election disputes should be resolved peacefully through the constitutionally-mandated process.*

– Tibor Nagy (@AsstSecStateAF) [October 23, 2020](#)

*We welcome the [@UN](#)'s commitment to support efforts in Guinea to defuse tensions and promote dialogue and national cohesion.*

– Tibor Nagy (@AsstSecStateAF) [October 23, 2020](#)

---

---

**À partir du 26 octobre 2020,  
tous les guinéens dans la rue  
“jusqu’au départ du dictateur  
Alpha Condé” [Déclaration  
FNDC]**

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



## Déclaration

# Le FNDC appelle le Peuple de Guinée à des manifestations dans tout le pays à partir de ce lundi 26 octobre 2020 jusqu'au départ du dictateur Alpha Condé

Le FNDC a le profond regret de constater depuis quelques jours des scènes de violences dans plusieurs villes du pays causant une dizaine de pertes en vie humaine dont Boubacar Baldé et Daouda Kanté, respectivement Coordinateur de l'antenne FNDC à Sonfonia Gare 2 (Conakry) et à Pita. Tous les deux ont été tués par balles des forces de défense et de sécurité aux ordres d'Alpha Condé.

Des pillages de commerces et d'habitations ont été également orchestrés par le régime pour terroriser les populations et installer le chaos dans le pays dans le seul but de permettre à Alpha Condé de se maintenir au pouvoir au-delà de ses deux mandats légaux.

***Le FNDC condamne énergiquement ces dérives dictatoriales et le déchirement du tissu social par l'exécution des nombreuses menaces « d'affrontement, de mort et de guerre » proférées par***

***Alpha Condé contre sa propre population depuis le début de son processus de coup d'État constitutionnel.***

Nous interpellons la communauté internationale à réagir face aux violations insupportables des droits humains par le régime et à prendre d'urgence des sanctions ciblées contre les auteurs et commanditaires de ces crimes.

Conformément à ses déclarations précédentes notamment celles du 25 mars 2020 et du 16 octobre 2020, le FNDC demeure fidèle à ses principes et à ses engagements d'empêcher le troisième mandat d'Alpha Condé et de ne reconnaître aucune institution illégale et illégitime issue de mascarades électorales ou de blanchiment de coup d'État civil.

C'est pourquoi, le FNDC appelle le Peuple de Guinée à des manifestations dans tout le pays à partir de ce lundi 26 octobre 2020 jusqu'au départ du dictateur Alpha Condé pour permettre une refondation totale de l'État Guinéen et le débarrasser de tout système corrompu.

***Nous appelons les forces de défense et de sécurité à être républicaines en refusant d'obéir à tout ordre illégal et en se mettant du côté du Peuple.***

Le FNDC invite toutes les forces vives du pays, tous les démocrates épris de paix et de justice à répondre à cet appel patriotique pour chasser du pouvoir Alpha Condé et son clan mafieux qui sont les seuls responsables du chaos qui s'installe dans notre pays.

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons!

Conakry, le 23 octobre 2020

---

***Pour plus d'informations***

# Présidentielle en Guinée: les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



## Revue de presse

---

*Cliquez sur l'image pour lire l'article*

---

## LES ÉCHOS

### Présidentielle sous tension en Guinée-Conakry

La Guinée, petit pays d'Afrique assis sur les principales réserves de bauxite de la planète, tient dimanche des



présidentielles risquées. Le président Alpha Condé a fait amender la Constitution pour pouvoir briguer un troisième mandat.

# Présidentielle sous tension en Guinée-Conakry

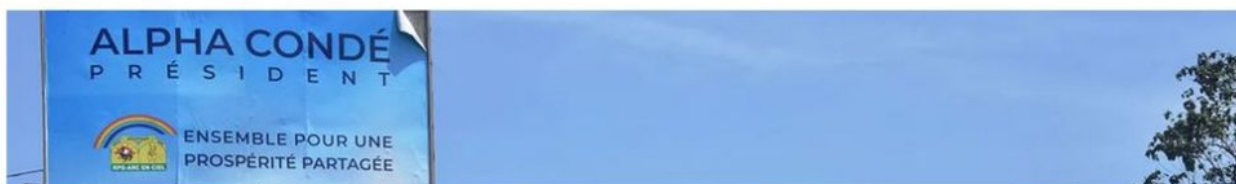
La Guinée, petit pays d'Afrique assis sur les principales réserves de bauxite de la planète, tient dimanche des présidentielles risquées. Le président Alpha Condé a fait amender la Constitution pour pouvoir briguer un troisième mandat.

Lire plus tard

Afrique & Moyen-Orient

Partager

Commenter



Capture sur le site lesechos.fr

## LE JDD

### Présidentielles en Guinée : le dernier combat du président Alpha Condé

A 82 ans, Alpha Condé devrait être réélu dimanche président de Guinée pour un troisième mandat, alors que l'opposition l'accuse de dérives autocratiques.

ACCUEIL / INTERNATIONAL / AFRIQUE

# Présidentielles en Guinée : le dernier combat du président Alpha Condé

10h10, le 18 octobre 2020, modifié à 10h11, le 18 octobre 2020

Par François Clemenceau

A 82 ans, Alpha Condé devrait être réélu dimanche président de Guinée pour un troisième mandat, alors que l'opposition l'accuse de dérives autocratiques.



Capture sur le site lejdd.fr

## AFFAR INTERNAZIONALI

### Presidenziali in Guinea: Alpha Condé tenta la carta del terzo mandato

Domenica 18 ottobre si terranno le tanto attese e contestate **elezioni presidenziali in Guinea**. A marzo i cittadini erano stati chiamati a votare [per le legislative e per il referendum](#) sulla modifica della Costituzione proposta dal presidente uscente **Alpha Condé**.



DOPO LA RIFORMA DELLA COSTITUZIONE

## Presidenziali in Guinea: Alpha Condé tenta la carta del terzo mandato

14 Ott 2020 - Lo Spiegone



Domenica 18 ottobre si terranno le tanto attese e contestate **elezioni presidenziali in Guinea**. A marzo i cittadini erano stati chiamati a votare **per le legislative e per il referendum** sulla modifica della Costituzione proposta dal presidente uscente **Alpha Condé**.

La **proposta di modifica della Costituzione**, che prevedeva **l'eliminazione del limite dei due mandati presidenziali**, ha ottenuto una schiacciante vittoria (quasi il 90%) alle urne. **Condé ha potuto così ricandidarsi per un terzo mandato**. Anche il partito del presidente, il **Rassemblement du Peuple de Guinée (Rpg)**, è uscito vittorioso dalle elezioni del 22 marzo e ha confermato la propria **maggioranza in Parlamento** con 79 seggi su 114 totali.

L'opposizione ha criticato aspramente i risultati delle votazioni. Già all'annuncio della volontà di istituire il referendum, le forze di minoranza e la società civile si erano unite **formando il Front National pour la Défense de la**

### Lo Spiegone

Lo Spiegone è un sito fondato nel 2016 e studenti universitari professionisti provenienti da Italia e sparsi per il mondo. L'obiettivo di spiegare le dinamiche che interessano la massa traslascia qua

Capture sur le site affarinternazionali.it

## TRT WORLD

Guinea votes in tense election as ruler seeks a third term



TRT World ✓

@trtworld

The presidential election comes after more than 90 people were killed during protests against 82-year-old ruler Alpha Conde's bid for a third term in office

[Traduire le Tweet](#)



Guinea votes in tense election as ruler seeks a third term

Capture Twitter @trtworld

## ALJAZEERA

### Guineans set to vote in tense presidential election

After months of unrest and divisive politics, voters in Guinea set to cast ballots to elect country's next president.

# Guineans set to vote in tense presidential election

*After months of unrest and divisive politics, voters in Guinea set to cast ballots to elect country's next president.*



Capture sur le site [aljazeera.com](https://www.aljazeera.com)

## NEWS18

**Guineans Vote In Tense Election As President Seeks A Third Term**

# Guineans Vote In Tense Election As President Seeks A Third Term



Guineans go to the polls on Sunday as octogenarian President Alpha Conde seeks to extend his decade in power after pushing through a new constitution that allowed him to run for a third term, sparking months of violent protests.

• REUTERS

• LAST UPDATED: OCTOBER 18, 2020, 5:24 IST

• FOLLOW US ON: [f Facebook](#) [t Twitter](#) [@ Instagram](#)

[Telegram](#) [Google News](#)

Capture sur le site news18.com

## LE MATIN

### Les Guinéens élisent leur président

La présidentielle devrait se jouer entre le sortant Alpha Condé, 82 ans, et son adversaire de longue date, Cellou Dalein Diallo, 68 ans.

AFRIQUE

# Les Guinéens élisent leur président

il y a 7h

**La présidentielle devrait se jouer entre le sortant Alpha Condé, 82 ans, et son adversaire de longue date, Cellou Dalein Diallo, 68 ans.**



Capture sur le site lematin.ch

## BBC

Guinea elections: Alpha Condé takes on Cellou Dalein Diallo again

## NEWS

Home | US Election | Coronavirus | Video | World | UK | Business | Tech | Science | Stories | Entertainment & Arts

World | Africa | Asia | Australia | Europe | Latin America | Middle East | US & Canada

ADVERTISEMENT

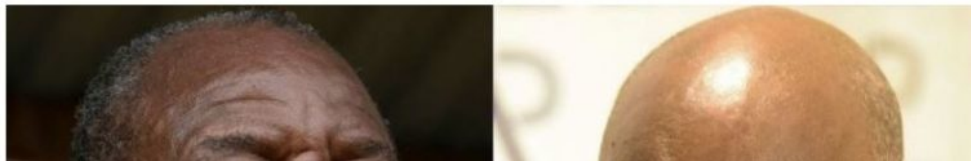
BBC WORKLIFE

Our new guide  
for getting ahead

Discover

## Guinea elections: Alpha Condé takes on Cellou Dalein Diallo again

1 hour ago



Capture sur le site bbc.com

### Top Stories

Armenia-Azerbaijan minutes after ceasefire  
Each accuses the other of humanitarian crisis

1 hour ago

Empty street in London as police enforce curfew

7 hours ago

## COURRIER INTERNATIONAL

Election. En Guinée, l'heure de dire "Non" au troisième mandat



RECHERCHE

 **Courrier international**



JEN  
Off  
1€

EN CE MOMENT PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE DEUXIÈME VAGUE HAUT-KARABAKH LA FRANCE VUE DE L'ÉTRANGER COURRIER EXPAT

SOURCE  
**WakatSéra**  
Le temps de la vraie info

PARTAGER



REAGIR  
IMPRIMER

LECTURE ZEN

NEWSLETTERS

OFFRE SPÉCIALE

1€  
POUR

## Élection. En Guinée, l'heure de dire "Non" au troisième mandat

AFRIQUE > GUINÉE > WAKAT SÉRA - OUAGADOUGOU

Publié le 17/10/2020 - 10:12



LES P  
LUS

Série. "En France, pas merci"

Partager

Pratique. 5 Canada en

Partager

Indignation. Le roi du Mali hôtel parti 80 million

Partager

Volcan. Le Nyriragong niveaux m

Partager



## LE MONDE

### Guinée : Alpha Condé se voyait en Mandela, va-t-il finir en Mugabe ?

Le président a modifié la Constitution avant le scrutin du 18 octobre afin de pouvoir effectuer un troisième mandat, en dépit de la contestation.

The screenshot shows the top of a Le Monde article page. At the top center is the 'Le Monde' logo in a classic serif font. To the left is a link 'Consulter le journal' and to the right is a 'Se connecter' button with a user icon. Below the logo is a horizontal navigation bar with categories: ACTUALITÉS, ÉCONOMIE, VIDÉOS, OPINIONS, CULTURE, M LE MAG, and SERVICE. The article title 'Guinée : Alpha Condé se voyait en Mandela, va-t-il finir en Mugabe ?' is prominently displayed in a large, dark font. Below the title is a sub-headline: 'Le président a modifié la Constitution avant le scrutin du 18 octobre afin de pouvoir effectuer un troisième mandat, en dépit de la contestation.' The author 'Par Christophe Châtelot' and publication details 'Publié hier à 19h00, mis à jour à 10h35' are listed. A 'Lecture 4 min.' icon is also present. A yellow box indicates 'Article réservé aux abonnés'. A large image of a cloudy sky is partially visible. On the right side, there are social media sharing icons for Facebook, Email, and Print. Below the image, there is a sponsored content section with the text 'CONTENUS SPONSORISÉS PAR OUTBRAIN | ▶' and a small advertisement for 'VOICI.FR' with the headline 'Pourquoi les internautes'.

# Alpha Condé: ce président méprisant qui est devenu méprisable [Par Alpha Boubacar BALDE]

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



## Point de vue

Il serait né le 4 mars 1938 à Boké, ce qui lui donne aujourd'hui « officiellement » 82 ans. Après deux mandats de 5 ans, il est candidat à un troisième mandat en violation de ses serments et de sa longue lutte de 40 ans dans l'opposition. En tant qu'opposant aux différents régimes au pouvoir en Guinée, l'actuel Président du RPG arc-en-ciel a été successivement à la tête de différents mouvements politiques MND (1977), UJD (1991), RPG « Rassemblement des Patriotes de Guinée », RPG « Rassemblement du Peuple de Guinée » en 1993 puis RPG arc-en-ciel depuis 2010.

## Ses relations avec la Guinée qu'il feint

## aimer !

L'homme bien qu'ambitionnant de diriger notre pays, après ses études en France, n'a commencé à fouler le sol guinéen qu'après les années 1990. A sa décharge, il avait fait l'objet de condamnation à mort par contumace par le régime tyrannique du PDG-RDA (1958 – 1984).

Néanmoins, une chose reste certaine, malgré la prise du pouvoir par l'armée en 1984 et l'instauration du libéralisme, l'homme ne reviendra pas s'installer en Guinée pour participer à la construction de la Guinée qu'il ambitionne. Ses séjours en Guinée deviendront un peu plus fréquents à partir de 1990 suite à l'ouverture démocratique du pays en réponse à l'invitation faite par la France lors de la conférence de Baule et le discours de François Mitterrand : « **la France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté ; Il y aura une aide normale de la France à l'égard des pays africains, mais il est évident que cette aide sera plus tiède envers ceux qui se comporteraient de façon autoritaire, et plus enthousiaste envers ceux qui franchiront, avec courage, ce pas vers la démocratisation** ».

Les séjours de l'homme se feront au rythme des élections en Guinée après l'adoption du multipartisme intégral. Il participera à la première élection présidentielle multipartite de 1993 que lui et ses militants zélés prétendent avoir « gagné ». A l'issue de cette première élection présidentielle dans l'histoire du pays, il prendra part à toutes les autres à l'exception de celle de 2003 boycottée par l'ensemble des partis politiques de l'opposition pour manque de transparence dans l'organisation.

Cet homme méprisait tellement la Guinée, qu'il ne revenait au pays qu'à la veille des élections. La Guinée n'avait d'attrait pour lui que par le fait qu'il s'estimait assez roublard pour réussir à se faire élire président de la république. Aussitôt

les élections finies et les résultats connus, l'homme repartait en France pour mener sa vie oisive à jouer au PMU et toucher les allocations de minima sociaux. La seule période durant laquelle l'homme est resté durablement en Guinée c'était lors de la législature de 1995-2002. Il faut dire que durant cette période l'homme était député. Un des rares « emploi » qu'il a occupé durant sa vie professionnelle. Pour preuve l'expérience la plus valorisante de son CV et qu'il nous rabâche à chacune de ses prises de parole c'est son poste de Président de la FEANF (Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France). Pourtant, il ne s'agit même pas d'un emploi, mais d'un poste de président au sein d'une association étudiante. Sans aucune expérience dans l'administration publique ou en entreprise, le voilà parachuté Président de la République de Guinée en 2010.

Cet homme, après ses deux mandats consacrés par la constitution, sollicite encore le vote des Guinéens pour un troisième mandat et peut être un quatrième mandat si la providence lui prête longue vie. N'oublions pas que d'après ses militants zélés, il serait au premier mandat de la quatrième république. Son objectif ultime étant de mourir au pouvoir, rien donc ne l'empêche de faire deux nouveaux mandats, s'il réussit à se maintenir aux affaires au soir du 18 octobre 2020.

**Il est aux affaires depuis 10 ans mais n'a aucun bilan à présenter au peuple !**

Au pouvoir depuis 2010, il n'a aucun bilan à présenter au peuple de Guinée qu'il martyrise, méprise et assassine depuis 10 ans. La normalité voudrait d'un Président sortant, qui a fait deux mandats de 5 ans et qui souhaite se maintenir au pouvoir, qu'il fasse campagne sur ses réalisations. Qu'il présente son bilan pour convaincre les électeurs de la nécessité de le maintenir au pouvoir. Qu'il montre les chantiers en cours de réalisation qui justifieraient son

maintien aux affaires en vue de leur achèvement. Notre PRAC national *aka Papa promesse* lui fait campagne sur de nouvelles fausses promesses ! Déjà, celles de 2010 et 2015 souffrent d'un déficit de réalisation, il ne trouve pas mieux que d'en rajouter à la liste pour 2020. C'est vrai qu'il dit à qui veut l'entendre : « **Le Guinéen, plus le mensonge est gros plus il y croit** ». 'CON VAINCU' de cet état de fait, l'homme n'arrête pas de mentir au peuple de Guinée. Il a une tendance compulsive à raconter des mensonges et à inventer des histoires. Un comportement méprisant pour ses militants et le peuple de Guinée.

---

***La normalité voudrait d'un Président sortant, qui a fait deux mandats de 5 ans et qui souhaite se maintenir au pouvoir, qu'il fasse campagne sur ses réalisations.***

---

## **Son mépris vis-à-vis de ses militants, du peuple et ses discours ethniques !**

Le PRAC méprise tellement le peuple de Guinée, qu'il ne lui témoigne aucun respect. Son mépris est tel, qu'il estime ne pas devoir se déplacer sur notre mauvais réseau routier pour rencontrer les électeurs et solliciter leur vote pour l'élection du 18 octobre 2020. L'homme reste confortablement installé dans les dorures de son palais pour s'adresser à ses militants zélés via un système de vidéo campagne. Il nous fallait ce président indolent et méprisant pour nous inventer ce type de communication de campagne. Lors de ses interventions, il véhicule des idées tribalistes qui sapent le fondement de notre pays en tant que NATION.

**KANKAN : « Si vous votez pour un autre candidat malinké, c'est comme si vous avez voté pour CDD » ;**

**« Le Fouta n'a présenté qu'un seul candidat CDD, aucun autre Peul n'est candidat au Fouta » ;**

**« Les autres candidats malinkés se sont alliés à CDD, voter pour eux revient à voter pour CDD » ;**

**« Vous ne devez pas oublier ce qui s'est passé à la mort de Sékou TOURE ».**

**SIGUIRI : « Nous sommes en guerre » ;**

**« Si vous chassez votre chien méchant, vous allez vous faire mordre par le chien d'autrui ».**

**DABOLA : « Le Vice-Président de la Sierra Leone à profiter de l'absence du Président pour aider CDD à recruter des mercenaires c'est pourquoi nous avons fermé les frontières »**

**Esplanade du Palais : « Il y a un leader qui compte se proclamer vainqueur le 18 octobre à 18h pour ensuite se réfugier dans une ambassade en espérant les affrontements »**

**SUR Rfi et France 24 : « Je n'ai jamais dit que nous sommes en guerre »**

**« La Guinée est classée au 4<sup>ème</sup> rang mondial en termes de 'Facenews' » au lieu du terme anglosaxon 'Fakenews'.**

Il semble qu'il ne soit pas à ses premières déclarations de ce type, des observateurs avertis affirment qu'il aurait dit lors de l'élection de 1993 **« Tout malinké qui vote pour le PUP est ... »**. Ayant une branche mandingue dans ma famille, je m'abstiens d'aller au bout de sa phrase par respect pour ma famille malinké et les membres de cette communauté.

Des propos indignes et honteux d'un président de la république en mal de légitimité et complètement déboussolé par le désenchantement de ses militants déçus qui lui tournent le dos.

Les membres de son *GOUVERNE ET MENT* ne trouvent pas mieux que d'affréter des bimoteurs et hélicoptères pour rallier les différentes localités du pays faute de routes praticables. Les routes cabossées pour les militants masochistes et les avions et hélico pour les pontes égoïstes et arrogants du régime.

Voyant la mobilisation qui entoure la campagne de son challenger CDD en région forestière, il semble que notre PRAC national ait finalement décidé d'aller narguer les militants en empruntant son « hélico présidentiel ». Il faut croire que les piques sur Rfi et France 24 de CDD qui disaient que « **le PRAC n'était pas en état de mener campagne sur le terrain** » ont fait mouche. S'il s'est finalement décidé à sortir de Sékoutoureya, notre PRAC national ne va pas arpenter nos routes pour tester la qualité des infrastructures que lui et ses *GOUVERNE ET MENT* ont réalisées depuis 10 ans. Il va confortablement voyager en hélico ! Qui est fou ? Les routes cabossées c'est pour les militants zélés et maso qui n'aspirent pas au bien-être.

## **D'opposant historique à président hystérique et aspirant dictateur !**

Du temps où il fut opposant, l'homme avait suscité un espoir auprès d'une partie de la population guinéenne. A l'exercice du pouvoir, il s'est révélé être un président médiocre et clivant. Il a fortement fragilisé le tissu social guinéen en bâtissant un système de gouvernance qui repose sur des considérations tribales et ethniques. Aujourd'hui encore, pendant sa campagne, il continue de plus belle à propager son venin au risque de mettre le feu à notre maison commune la Guinée. Lui n'a rien à perdre, en cas de trouble, il va aller se réfugier en France dont il est ressortissant. Il n'a aucune attache familiale en Guinée dont le sort pourrait l'inquiéter. A nous peuple de Guinée de nous méfier de ce pyromane. A nous de l'envoyer à la retraite au soir du 18 octobre 2020.

---

**Du temps où il fut opposant, l'homme avait suscité un espoir auprès d'une partie de la population guinéenne. A l'exercice du pouvoir, il s'est révélé être un président médiocre et clivant.**

---

Aujourd'hui, l'homme est devenu détestable de ses militants auxquels il a menti, de ses amis qui ont honte de s'afficher à ses côtés et de ses soutiens occidentaux qui sont déçus de son entêtement à vouloir s'éterniser au pouvoir. Les seules personnes qui gravitent autour du PRAC aujourd'hui, sont celles qui se gavent de nos ressources et qui profitent de cette gouvernance chancelante pour voler les deniers publics et les militants zélés qui manquent cruellement de discernement.

D'un Président méprisant, il est devenu un Président méprisable.

A sa prise de fonction, il disait avoir hérité d'un pays sans état après 10 ans de sa gouvernance tribale, nous n'avons ni pays ni état.

Au peuple martyr de Guinée de le bouter hors du palais présidentiel au plus tard le 18 octobre 2020 pour lui rendre son mépris.

A ses militants zélés je dis ceci : **« lorsque la rage sévit dans la cité, et que votre chien méchant est infecté, vous ses maitres risquez d'être ses premières victimes ! l'euthanasie de votre chien méchant s'impose pour prévenir les morsures intempestives et la rage dans la famille ».**

Ne faisons pas du PRAC un « DICTATEUR ». Au lendemain du 18 octobre, montrons-lui le chemin de la retraite même s'il n'a pas suffisamment cotisé pour en bénéficier.



Soyez du bon côté de l'histoire. Ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise !

---



Alpha Bakar Le Kaizer  
Un citoyen concerné

---

*D'autres contributions du même auteur à relire*

[Guinée: quel avenir en ce temps de crise? \[Par Alpha Boubacar BALDE\]](#)

[Présidentielle en Guinée: l'alternance, l'unique option \[Par Alpha Boubacar Baldé\]](#)

---

---

**Guinée: Au moins 50 personnes tuées en toute impunité dans**

# des manifestations en moins d'un an [Amnesty International]

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



## Rapport

La répression des manifestations en Guinée, en particulier celles contre la réforme constitutionnelle permettant au président Alpha Condé de briguer un troisième mandat, a causé la mort d'au-moins 50 personnes en moins d'un an, a déclaré Amnesty International dans un nouveau rapport publié aujourd'hui, près de deux semaines avant l'élection présidentielle.

Le rapport\*, *Marcher et mourir : Urgence de justice pour les victimes de la répression des manifestations en Guinée* documente la responsabilité des forces de défense et de sécurité, associées parfois à des groupes de contre-manifestants, dans des homicides illégaux de manifestants et de passants entre octobre 2019 et juillet 2020.

Il fait aussi état de 200 blessés, d'arrestations et

détentions arbitraires et au secret d'au-moins 70 personnes pendant la même période. Par peur de représailles, plusieurs blessés par balle ont fui leur domicile. Des autorités hospitalières ont aussi refusé d'accueillir les corps de victimes tuées lors de certaines manifestations.

---

***“Nous avons parlé à des familles meurtries qui nous ont décrit comment leurs enfants ont perdu la vie, victimes d'une balle reçue dans le dos, à la poitrine, à la tête ou au cou. Des blessés nous ont montré leurs graves séquelles au bras, genou ou pied, causées par des armes à feu, des grenades lacrymogènes ou même des véhicules des forces de sécurité.”***

*Samira Daoud, directrice régionale d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale.*

---

« Nous avons parlé à des familles meurtries qui nous ont décrit comment leurs enfants ont perdu la vie, victimes d'une balle reçue dans le dos, à la poitrine, à la tête ou au cou. Des blessés nous ont montré leurs graves séquelles au bras, genou ou pied, causées par des armes à feu, des grenades lacrymogènes ou même des véhicules des forces de sécurité, » a déclaré Samira Daoud, directrice régionale d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale.

« Exercer son droit à la liberté de réunion pacifique reste toujours dangereux en Guinée, où l'impunité des violations des droits humains est demeurée la règle pendant ces dix dernières années. Des actes concrets sont attendus de la part des autorités pour que justice soit rendue aux victimes et à leurs familles. »

Basé sur des entretiens menés avec plus de 100 personnes et des analyses de documents officiels, de vidéos et de

photographies, le rapport apporte la preuve que les autorités ont agi en contradiction avec les normes nationales et internationales. Les forces de défense et de sécurité ont eu recours aux armes à feu de manière illégale dans plusieurs villes du pays.

Entre octobre 2019 et février 2020, plus de 30 personnes ont ainsi perdu la vie lors de manifestations contre le projet de changement de constitution. Parmi elles, 11 ont été tuées par balles, touchées à la tête, au thorax ou à l'abdomen.

---

***Les gendarmes ont tiré sur un des jeunes. Alpha Oumar est venu le sauver et on lui a tiré sur la jambe. Ensuite des manifestants sont venus le bastonner. Il a rendu l'âme quelques minutes après.***

*Un membre de la famille du conducteur de moto-taxi Alpha Oumar Diallo touché par balle le 22 mars*

---

Le 22 mars 2020, jour du double scrutin législatif et référendaire boycotté par l'opposition, a été particulièrement meurtrier, avec au moins 12 manifestants tués dont neuf par balle. Amnesty International a reçu plusieurs témoignages et authentifié des photographies et des vidéos qui confirment l'implication de groupes de jeunes contre-manifestants aux côtés des forces de défense et de sécurité.

Conducteur de moto-taxi âgé de 18 ans, Alpha Oumar Diallo a été touché par balle le 22 mars puis tabassé à mort par des contre-manifestants à Conakry.

Un membre de sa famille a déclaré : « Les gendarmes ont tiré sur un des jeunes. Alpha Oumar est venu le sauver et on lui a tiré sur la jambe. Ensuite des manifestants sont venus le bastonner. Il a rendu l'âme quelques minutes après. »

Entre avril et juillet 2020, sept personnes ont été tuées lors de manifestations en faveur d'une meilleure desserte en électricité, et lors de protestations contre la gestion des barrages sanitaires installés dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

## **Des dizaines de blessés par balle**

Amnesty International a documenté des dizaines de blessés par armes à feu. Par exemple, au moins 15 personnes ont été blessées lors des marches d'octobre et de novembre 2019, dont huit par des armes à feu, selon des entretiens réalisés par l'organisation avec des victimes et des membres du corps médical.

Un maçon de 29 ans, est devenu paraplégique le 14 octobre 2019 après avoir été atteint par une balle entrée par le cou et ressortie par le dos. Il a déclaré à Amnesty International : « [...] On marchait vers les gendarmes qui étaient protégés par des casques. L'un d'eux, camouflé, a tiré sur nous. Il a tiré sur un ami tué sur le coup, puis il a tiré sur moi. Il était caché, je ne l'ai pas vu... Je demande aux autorités de s'occuper de moi pour que je puisse retrouver la santé et que je puisse à nouveau marcher. Je ne dors pas à cause de la douleur. »

Les forces de défense et de sécurité ont parfois blessé des personnes en les heurtant avec un véhicule, ou suite à des tirs de grenades lacrymogènes. Un homme a succombé à ses blessures quelques jours après avoir été écrasé le 22 mars par un véhicule de la gendarmerie. « Il courait quand il a été heurté. Ses deux pieds et sa tête ont été écrasés. ... Il a été opéré mais est mort car il avait perdu beaucoup de sang », selon un témoignage.

## **Des corps refusés dans des morgues**

Le 22 mars, certains corps de personnes décédées durant des

manifestations n'ont pas été acceptés dans des morgues des hôpitaux publics, après y avoir été transportés par des parents ou des passants.

« Des informations crédibles laissent penser que les autorités ont empêché l'accueil dans les hôpitaux de corps de victimes déplacées sans la présence d'un officier de police judiciaire, » a déclaré Samira Daoud.

« Le refoulement de ces corps par les hôpitaux publics signifie que les victimes ne figurent pas dans le bilan des morts du gouvernement. En conséquence, les familles n'ont pas obtenu de certificat de décès et il n'y a pas eu d'autopsie facilitant l'ouverture d'une enquête judiciaire. »

## **La quasi-totalité des enquêtes restées sans suite**

Les autorités ont fréquemment annoncé l'ouverture d'enquêtes sur les cas de personnes tuées lors de manifestations. Mais elles sont restées sans suite pour la quasi-totalité d'entre elles, bafouant ainsi le droit à la justice des victimes de violations de droits humains ou de leurs familles.

Des menaces, la peur de subir des représailles et l'absence de confiance dans la justice ont conduit des victimes ou leurs proches à se cacher et à ne pas porter plainte. Parmi les familles des 12 personnes tuées les 21 et 22 mars, une seule a déclaré à Amnesty International avoir porté plainte.

## **Interdiction des manifestations**

Le rapport met également en relief les nombreuses atteintes au droit à la liberté de réunion pacifique. Par exemple, au moins 10 interdictions de manifester contre le projet de changement de constitution ont été recensées en quatre mois dans le pays.

Les motifs invoqués par les autorités sont restés plus vagues

les uns que les autres, et contraires au droit international. À Kindia par exemple, en novembre 2019, les autorités ont interdit une manifestation parce que : « le lundi est le premier jour de la semaine, jour où l'Administration tout entière commence le travail, jour où les élèves, étudiants doivent aller en classe, et la population qui doit aussi vaquer à ses occupations quotidiennes. »

Soixante-dix personnes ont été arrêtées et détenues arbitrairement pour avoir protesté notamment contre le projet de réforme constitutionnelle. Plusieurs d'entre elles ont raconté à Amnesty International le traitement inhumain ou dégradant subi durant leur détention.

Des membres du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) dont deux femmes qui ont tenté de dissuader des électeurs d'aller voter ont été arrêtés le 22 mars 2020 dans la région de Boké par certains habitants qui les ont tabassés. Conduites en détention par la gendarmerie, les deux femmes ont été menacées de viol, selon leur récit.

L'activiste Abdoulaye Oumou Sow, qui a été arrêté le 11 octobre 2019, a été détenu dans une « cellule noire » de 17 h jusqu'au lendemain à 13 h. Il raconte à Amnesty International :

« [...] J'ai demandé qu'on me sorte la bouteille remplie d'urine pour me permettre de mieux respirer, mais malheureusement les agents ont refusé, et pire ils m'ont dit de la boire au cas où j'aurais envie de me désaltérer. »

---

***Quiconque sera élu à l'issue de l'élection présidentielle du 18 octobre prochain sera tenu de garantir que des enquêtes et poursuites soient menées sur toutes ces violations, et que les personnes suspectées soient traduites devant les tribunaux compétents.***

*Samira Daoud*

---

« Ces comportements de l'armée violent les lois internationales contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. À ce rythme, il est fort à craindre que l'impunité favorise la répétition de ces violations et la défiance envers les institutions, » a déclaré Samira Daoud.

« Quiconque sera élu à l'issue de l'élection présidentielle du 18 octobre prochain sera tenu de garantir que des enquêtes et poursuites soient menées sur toutes ces violations, et que les personnes suspectées soient traduites devant les tribunaux compétents. »

---

Cet article est republié à partir de [amnesty.org](https://www.amnesty.org). Lire l'original [ici](#)

---

*[\\*Lire le rapport: Marcher et mourir : Urgence de justice pour les victimes de la répression des manifestations en Guinée](#)*

---

---

## **Présidentielle guinéenne: ce que chacun devrait faire [Par Hadiatoullaye DIALLO]**

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020





---

## Point de vue

---

Les Guinéens sont une nouvelle fois appelés à voter le 18 Octobre 2020 pour élire un nouveau Président de la République.

Après des centaines de morts pour rien et le scrutin controversé et troublant du 22 Mars 2020, le vote du 18 Octobre qui se présentait comme une promenade de santé pour le Président sortant, semble désormais, avec la candidature du principal opposant au nom de l'UFDG, porteur des prémices de tous les dangers.

Nul n'ignore le fait que la Guinée est coutumière de la violence politique et ce, depuis l'indépendance. Tous les pouvoirs se sont appuyés sur l'extrême pauvreté et l'analphabétisme des populations pour faire de la corruption ordinaire et de l'ethnostratégie, les instruments de la manipulation et de la division pour régner. Les trois générations de Guinéens qui se sont succédées depuis 1958, année de l'indépendance, ont attendu et attendent comme une évidence le moment du décompte macabre des jeunes gens qui osent défier le Pouvoir du moment.

***Alpha Condé a passé 10 ans au pouvoir. Qu'est ce qu'il nous a offert de bien? Il a été une déception de fond en comble et ce, sur toute la ligne.***

Il a foulé au pied nos valeurs ancestrales de dignité, de respect de la parole donnée et du respect de la vie d'autrui. Il a bradé nos ressources minières pendant 10 ans sans aucune retombée mesurable sur la vie des populations environnantes ou éloignées. Il a dépensé en dix ans plus de trois milliards de dollars pour, dit-il, donner l'électricité au pays mais à date, aucune ville de la Guinée n'a le courant 24h/24. Il a accentué la pauvreté et provoqué un exode massif des populations rurales vers la capitale, de la capitale vers les pays étrangers par voie clandestine. Il a dégradé tout le système scolaire du pays ainsi que notre système sanitaire. Il a institutionnalisé le vol et la corruption en système de gouvernance

Il a compromis l'avenir des jeunes et des femmes en les privant de l'accès au travail marchand durable, rémunérateur et formateur. Il a transformé les populations guinéennes en populations oisives et assistées. Il a opposé les différentes composantes sociales de notre pays en transformant leurs complémentarités en facteurs de conflits et même de haine. Il est le principal artisan du régionalisme et de l'ethnocentrisme dans notre pays. Il a tué l'espoir d'une démocratie respectueuse de la Constitution. Comme si les guinéens n'avaient pas autant et suffisamment mal. Il a durablement abîmé l'image de la Guinée en voulant se maintenir à vie au pouvoir.

Mais une fois ce constat fait, faut-il considérer cette situation cauchemardesque comme une fatalité ? Assurément non ! Oui nous pouvons être parfois très pessimistes mais nous avons des raisons de croire que tout n'est pas joué pour rester cloué dans ce trou.

---

***“[ ] Le progrès durable du pays dans la stabilité ne résultera que de l'union sacrée de toutes les filles et tous les fils autour de l'amour du pays et de ses habitants, du***

***travail, de la justice et du patriotisme économique.***

---

Je n'ai aucun doute que chaque Guinéen aime la Guinée à sa façon. Il y a ceux qui profitent de chaque régime pour se graisser et ceux qui œuvrent à leur manière pour notre développement. Cependant, le progrès durable du pays dans la stabilité ne résultera que de l'union sacrée de toutes les filles et tous les fils autour de l'amour du pays et de ses habitants, du travail, de la justice et du patriotisme économique.

## **Signature d'une Plateforme commune**

**Dans le cadre du vote du 18 Octobre 2020 pour l'élection présidentielle, quoique le processus soit biaisé, je propose aux candidats l'élaboration et la signature d'une Plateforme commune permettant de garantir la reconnaissance des résultats par toutes et tous, et la préservation de de la vie des citoyens innocents. Voici des points qui peuvent meubler cette plateforme :**

- Invitation de leurs militants à aller calmement voter en refusant de répondre aux provocations
- Engagement irrévocable de ne rien entreprendre qui oppose une partie des Guinéens contre une autre, de ne céder ni à l'incitation de la haine ni à l'ethnocentrisme
- Engagement du Gouvernement à ne procéder à aucune répression des manifestations pacifiques organisées par les candidats dans le cadre de la campagne électorale,
- Demande formelle auprès de l'Union Africaine et de la CEDEAO (même si on doute de leur fiabilité, mais elles auraient au moins été mises en garde) pour une représentation physique de ces Institutions dans tous les bureaux de vote du pays, en particulier ceux qui

- sont rattachés aux chefs-lieux des 33 Préfectures,
- Engagement des candidats à se faire physiquement représenter dans chaque bureau de vote, histoire de sécuriser le vote et de nous éviter la pagaille qui résulte de la magouille,
  - Engagement de la CENI à ne travailler qu'à partir des procès-verbaux issus des bureaux de vote et de justifier publiquement toute correction éventuelle,
  - Engagement du Gouvernement à effectuer toutes les opérations logistiques avec la participation effective des représentants des candidats de toutes les sensibilités,
  - Engagement des candidats à accepter les résultats provisoires sécurisés publiés par la CENI après concertation préalable avec eux en présence des représentants de la communauté internationale,
  - Engagement des candidats à appeler leurs partisans à la retenue et au calme jusqu'à la publication des résultats par la CENI.

Aux candidats de se souvenir des drames qui ont émaillé notre pays et des sacrifices qui ont été consentis pour ce pays depuis des années pour agir comme il faut afin de nous sortir de cette situation, ne serait-ce que pour le respect des principes démocratiques. Vous jouez avec nos vies, alors vous n'avez pas droit à l'erreur. Si vous vous êtes décidés à envoyer les citoyens à ces élections, assurez-vous de ne pas vous jouer de nous une énième fois.

## **Appel aux jeunes et femmes**

**Je vous demande de ne pas vous laisser corrompre par des générosités de façade avec de l'argent détourné des caisses de l'Etat, notre argent. Vous êtes des composantes importantes de notre pays, au nom de qui déjà, plusieurs promesses ont été formulées mais sans jamais être tenues.**

Pendant 10 ans, ni vous ni vos enfants n'ont eu accès à un

travail décent. Vous n'avez connu que des promesses non tenues. Pendant 10 ans, le régime en place a cherché à vous opposer à vos voisins. Depuis 10 ans, vous n'avez pas eu les moyens de vivre des fruits de votre travail ayant du mal à joindre les deux bouts. Durant toutes ces années, vous avez vécu d'espairs déçus, de mensonges et de détournement de deniers publics érigés en valeurs cardinales.

Pendant 10 ans, vous n'avez pas eu les moyens de donner une bonne éducation scolaire à vos enfants. Les injustices envers la jeune fille et la femme se sont aggravées : la déscolarisation, les mutilations génitales, les mariages précoces, les violences conjugales. Vous n'avez pas eu les moyens de vous soigner correctement. Vous n'avez eu accès en permanence ni à l'eau potable courante ni à l'électricité. Pendant 10 bonnes années, votre situation s'est constamment dégradée. Ils ont tout promis mais ils n'ont rien fait. Voulez-vous continuellement vivoter ou bien aspirez-vous à une vie plus décente ?

## **Appel aux forces de défense et de sécurité**

**Je vous demande de ne pas trahir le peuple de Guinée, de demeurer des forces de protection et non de répression.**

Vous êtes une composante des populations de la République de Guinée et c'est au nom du peuple de Guinée et pour le protéger que vous avez le privilège de porter des armes. Vous êtes au service de la Nation et non d'un régime déviant et autoritaire. Vous n'avez aucune obligation d'obéir à un ordre manifestement illégal et répressif d'où qu'il vienne. Vous appartenez à la Nation Guinéenne et à ce titre, vous êtes, comme tous les citoyens, comptables de vos actions. Vous devez être le creuset de la composition nationale sans aucune place pour la discrimination car vous avez la charge de protéger le pays et tous les citoyens sans distinction. Vous ne pourrez

pas dire demain que vous ne saviez pas ou que vous n'avez fait qu'obéir aux ordres. Vous êtes individuellement identifiables et vos familles sont intégrées aux populations. Alors, ces populations se souviendront de vous et de votre comportement à leur égard. Vous ne devez jamais oublier que la vie est un don de Dieu et que votre devoir est de la protéger en toutes circonstances. Une dernière chose, sachez que, tôt ou tard vous répondrez de vos actes.

**Citoyens et Citoyennes de Guinée**, Si nous avons décidé d'aller aux élections le 18 Octobre 2020, nous devons accepter de configurer tous les paramètres qui vont avec. Ceci commence par accepter d'aller voter et voter surtout utile. Même si nous, nous restons pessimistes quant à une crédibilité des résultats issus des urnes, votons quand même.

***Apprenons aux politiques à nous respecter et à honorer leurs engagements.***

Faisons en sorte que celui qui succédera Alpha Condé sache qu'il a un peuple à gouverner et non un troupeau de moutons. Mais avant, nous devons créer des conditions pour que ce dernier n'ait aucune chance de se foutre davantage de nous ! La balle est dans le camp de chacun de nous, Bon match !

Que Dieu bénisse et protège les guinéens, Qu'Il châtie tous ceux qui nuisent à ce pays ainsi qu'à ses habitants !

---



Par Hadiatoullaye DIALLO

---

*Une autre contribution à relire*

[Putsch constitutionnel: le peuple n'a pas dit son dernier mot!](#)  
[\[Par Hadiatoullaye DIALLO\]](#)

---

---

# Présidentielle en Guinée: l'alternance, l'unique option [Par Alpha Boubacar Baldé]

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020





## Point de vue

---

Le 18 octobre prochain, le peuple martyr de Guinée se rendra dans les urnes pour choisir le futur Président de la République. Dans cette joute électorale, douze candidats ont été retenus par ce qui nous sert de « COUR CONSTITUTIONNELLE ». Cette cour, en violation de tous les principes juridiques, a validé une constitution falsifiée qui aurait été adoptée lors du « REFERENDRAME » du 22 mars 2020.

La logique et le respect de la lutte menée au sein du FNDC, auraient voulu que les partis membres de ce front ne participent pas à l'élection. Par principe et par respect vis à vis des martyrs de cette lutte, beaucoup n'adhèrent pas à la participation de certains partis membres du FNDC. J'ai moi aussi émis des réserves sur la participation à cette élection dans un premier temps, avant de me raviser pour en comprendre plus ou moins les motivations.

Le boycott des législatives et du « REFERENDRAME » n'a pas empêché le pouvoir despotique du PRAC, de mettre en place un « PARLE-MENT » et des « DÉPITÉS » élus avec moins de 1000 voix. Selon des éléments de langage sortis des laboratoires de communication du RPG, véhiculés çà et là par des « COMIS-NIQUANT », en participant à l'élection présidentielle, les partis d'opposition reconnaissent implicitement le « PARLE-MENT » et la « Pseudo constitution ». Conscients du caractère illégitime du double scrutin de mars 2020, ils cherchent par tous les moyens à lui donner un semblant de légitimité. Les stratèges du RPG sont en réalité déboussolés par la participation de l'UFDG. Cette participation ne faisait pas partie des scénarii envisagés.

Dans le paysage politique Guinéen actuel et parmi les



participants à l'élection du 18 octobre, l'UFDG est le seul qui soit en mesure de battre le RPG à plate couture. Depuis 10 ans, c'est le seul parti qui a refusé de se compromettre avec le RPG.

En réalité, toutes les luttes pouvant mener à l'alternance sont à mettre en œuvre pour déloger cette *inaptocratie*.

## **Oui, l'Espoir est permis**

L'espoir est certes mince mais il existe tout de même. Nous n'avons pas le droit de nous résigner. « La résignation est un suicide quotidien » disait BALZAC. Charly Teddy lui disait ceci : « La folie du pouvoir se nourrit de la résignation de ceux qui en subissent les affres ».

Il est vrai que :

- Le scrutin du 18 octobre se déroule dans des conditions particulièrement défavorables aux opposants à ce régime de sociopathes ;
- Toutes les institutions sont inféodées à cette administration de roublards;
- Le fichier électoral est taillé sur mesure ;
- Le candidat du RPG est le président en exercice qui utilise les moyens de l'Etat pour se pérenniser au pouvoir ;
- Ce qui nous sert de FDS et Armée est à la solde d'un homme et non au service du peuple ;
- La probabilité est forte que le vote des citoyens ne soit pas correctement retranscrit par une CENI partisane ;
- Les opposants (partis politiques, FNDC et société civile) ont des stratégies différentes pour arriver à l'alternance.

---

***L'espoir est certes mince mais il existe tout de même. Nous***

*n'avons pas le droit de nous résigner.*

---

Une chose est actuellement perceptible en Guinée, le ras le bol de la population vis à vis de cette administration immorale et décadente. Il y a comme une brise marine de changement qui souffle sur toute l'étendue du territoire national. Elle souffle si fort qu'elle part de la cote atlantique pour rentrer dans les terres pour atteindre les bastions jusque-là jugés imprenables du RPG.

La déception des populations face au calvaire qu'elles vivent a fini par transcender les considérations tribales. Ces considérations qui jusqu'aujourd'hui, les rattachaient à un parti qui, en 10 ans de gouvernance n'a pas été en mesure d'améliorer leur condition de vie. La population est déçue du Président qui, lorsqu'il était opposant a promis monts et merveilles et qui à l'exercice du pouvoir s'est révélé être de la plus grande incompétence. Il s'est en réalité révélé être la plus grande imposture politique de notre pays. D'opposant qui prêchait la démocratie et l'alternance, une fois au pouvoir il se veut Président à vie. Quelle roublardise !

Le peuple de Guinée doit cesser d'être passif pour se libérer de l'imposture.

## **Pour une convergence des luttes pour l'alternance**

Dans cette configuration politique, tous les mouvements d'opposition ont le même objectif : L'ALTERNANCE. Il est vrai que les stratégies retenues sont différentes, participation pour certains, boycott pour d'autres.

Il est de la responsabilité des leaders de ces différents mouvements de sensibiliser leurs militants respectifs sur l'objectif commun qui est « L'ALTERNANCE ». Il ne sert à rien

de s'invectiver mutuellement sur les stratégies retenues par les uns et les autres, cela rend service à la mouvance présidentielle et au RPG. Les forces doivent être mise en commun pour dénoncer le 3ème mandat et les résultats médiocres du PRAC.

Aux partis politiques dans les starting-blocks pour l'élection du 18 octobre, le peuple de Guinée accueille favorablement la coalition pour l'alternance mise en place cette semaine. Ne décevez pas l'espoir du peuple d'arriver à l'alternance au soir du 18 octobre 2020. Vous devez restaurer la morale et l'éthique dans le paysage politique Guinéen. Montrez-nous qu'il y a encore des gens honorables parmi les hommes politiques Guinéens qui méritent d'être suivis. Vous devez mobiliser au-delà de vos électors traditionnels. Il est vrai que certains partis qui ne participent pas à l'élection disent qu'ils ne donneront pas de consigne de vote, cela est tout à fait logique avec leur posture et c'est leur plein droit.

---

***Il est de la responsabilité des leaders de ces différents mouvements de sensibiliser leurs militants respectifs sur l'objectif commun qui est « L'ALTERNANCE ».***

---

Cependant, vous devez respecter, les décisions des états-majors des partis politiques qui ont choisi le boycott. Néanmoins, ils ne vous interdisent pas de séduire leur électors lors de votre campagne par des discours inspirants, apaisants, rassembleurs et optimistes. À vous de séduire au-delà de vos militants, à vous de faire voter pour l'alternance.

Le peuple est prêt pour le changement, il cherche le Leader qui l'incarne. Celui qui portera la lutte et mènera à cette alternance qui est vitale à la survie de notre Nation.



**Alpha Bakar Le Kaizer**  
Un citoyen concerné

---

*Du même contributeur*

[Un «printemps ouest Africain»? après Bamako, Conakry et Abidjan sur le qui-vive \[Par Alpha Boubacar Baldé\]](#)

[Guinée: quel avenir en ce temps de crise? \[Par Alpha Boubacar BALDE\]](#)

---

---

**“Refusons toute idée de troisième mandat où que ce soit en Afrique!” trois écrivains africains dénoncent**

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



---

## « Halte à la présidence à vie »

---

Le projet d'Alassane Ouattara de briguer un troisième mandat est un très mauvais signal pour l'avenir de la démocratie en Afrique. Le président ivoirien renie sa déclaration du 15 Mars dernier dans laquelle il promettait de se retirer du pouvoir et tord ainsi la Constitution de son pays uniquement pour convenance personnelle. Les interprétations vont bon train et les juristes de tous bords se contredisent sur ce point, jetant un désarroi sans précédent dans les rangs des démocrates. Pourtant la manœuvre est claire, qui consiste à tripatouiller la charte fondamentale pour se maintenir au pouvoir soit par un plébiscite direct par la voie référendaire ou déguisé en passant par un parlement bâillonné, apeuré et aux ordres. Ces modifications constitutionnelles à répétitions sont une forfaiture et leurs auteurs des prédateurs et des usurpateurs. La messe semble donc dite dès l'instant où la constitution est bafouée, et la ligne rouge tracée par les Conférences nationales des années 90, clairement franchie. Le pire est à craindre. Ce pire a un nom. Il s'appelle parti unique, assemblée monocolore, présidence à vie. Nous en connaissons tous les méfaits. Alors, dès maintenant, exprimons haut et fort notre réprobation. Refusons toute idée de troisième mandat où que ce soit en Afrique ! On se souvient que Nelson Mandela, après tous les sacrifices consentis à son peuple avait promis de ne faire qu'un seul mandat et il s'y est tenu malgré les fortes pressions exercées sur lui par son

parti et par des conseillers sans scrupules.

---

***Refusons toute idée de troisième mandat où que ce soit en Afrique !***

---

Il est clair que la nouvelle tentative d'usurpation et de confiscation du pouvoir à Abidjan fera des émules si elle réussit. Alpha Condé qui ne se sent plus seul dans son désir de se succéder à lui-même par, faisant siennes les idées fumeuses d'une dévolution divine du pouvoir, idées attentatoires à la souveraineté du peuple, s'est évidemment dépêché d'adresser un chaleureux message de félicitations à son collègue ivoirien. A Niamey, le président Youssoufou doit se demander s'il ne serait pas mieux de faire comme les autres. Quant à Paul Biya et le Maréchal Idriss Deby, ils se sont essuyés les pieds sur leurs propres constitutions. Pendant que Joseph Kabila ruse, à la mode russe, avec la loi suprême à Kinshasa, à Dakar, la tentation sera désormais grande pour Macky Sall de suivre la voie de la manipulation constitutionnelle érigée en moyen monopolistique du pouvoir.

Non au retour du pouvoir illimité que ce soit par les tanks ou par un jeu d'écriture ! Nous devons agir avant qu'il ne soit trop tard. L'inacceptable candidature de Ouattara nous interpelle tous. Il est important que l'opinion africaine et internationale en mesurent la gravité et réagissent de concert pour que la démocratie en Afrique ne devienne pas une imposture mais une réalité tangible fondée non plus sur le bon vouloir des individus, mais sur la prééminence de la loi et sur le caractère sacré de la Constitution.

La Cedeao, l'Union africaine et l'Organisation Internationale de la Francophonie ont sanctionné le Mali après le coup d'Etat militaire. Mais alors pourquoi ferment-elles les yeux sur le

putsch constitutionnel en cours à Abidjan et à Conakry ? Ces institutions veulent-elles nous faire croire que le coup de force des lettrés est plus convenable que celui des gradés ? Cette attitude ambiguë est hautement dommageable au processus démocratique amorcé au début des années 90. La Communauté Internationale risque de briser tout approfondissement concourant à établir une véritable et durable démocratie en Afrique : une démocratie fondée sur des élections libres et transparentes, une démocratie où l'alternance s'effectue sans heurts dans le strict respect des règles établies.

---

**La Cedeao, l'Union africaine et l'Organisation Internationale de la Francophonie ont sanctionné le Mali après le coup d'Etat militaire. Mais alors pourquoi ferment-elles les yeux sur le putsch constitutionnel en cours à Abidjan et à Conakry ?**

---

C'est le moment de mettre en garde les soi-disant comités d'experts censés plancher sur les réformes constitutionnelles et qui se laissent si facilement convaincre ou amadouer. On en veut pour preuve la disparition de la limite d'âge dans la nouvelle constitution ivoirienne qui permet à Henri Konan Bédié, âgé de 86 ans, d'être candidat à la présidentielle. Dans quel abîme sommes-nous donc projetés ? Dans le déni de démocratie et dans la ruine de tout avenir pour les jeunes sacrifiés dans des nations africaines anesthésiées par une oligarchie sans contrepoids, sans âme ni contradicteurs.

Si l'on n'y prend garde, bientôt, les présidents ne se contenteront plus de modifier les Constitutions, ils vont faire du non droit, ou plutôt de la non-alternance politique l'ordinaire de vie publique et transformeront, de fait, la présidence de l'Etat en pré-mausolée, où ne siègent plus les sages, mais les fossoyeurs des peuples.

Faisons en sorte de ne pas en n'arriver là !

## **SIGNATAIRES**

1. *Tierno Monémbo, écrivain (Guinée)*
2. *Véronique Tadjo, écrivaine (Côte-d'Ivoire)*
3. *Eugène Ebodé, écrivain (Cameroun)*



---

# **Guinée: quel avenir en ce temps de crise? [Par Alpha Boubacar BALDE]**

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020







## Point de vue

---

*Peuple de Guinée, jeunesse de Guinée, allons-nous remplir ou trahir notre mission ?*

---

# 1. Quels choix pour nos politiques dans ce contexte de crise?

L'année 2020 comme l'anticipaient les observateurs avertis de la scène politique Guinéenne est l'année de tous les dangers. En effet, l'année 2020 devait être celle de la confirmation ou non de l'ancrage de notre pays dans le rang des pays dits démocratiques. 2020 devait être l'année du renouvellement de l'Assemblée Nationale (AN) et également celle qui devait conduire à la première alternance démocratique depuis l'accession de notre pays à l'indépendance en 1958 (Passation de pouvoir entre vifs). Enfin, nous l'espérions en tout cas considérant les conditions de "l'érection" et de "réérection" du *PRAC-MATIQUE* à la magistrature suprême de notre pays en 2010 et 2015 respectivement.

Cet espoir hélas semble hors de portée suite à l'érection d'un « *ENSEMBLE NATIONAL* » et au *REFERENDRAME DE CONSTIPATION* organisés dans les conditions que nous connaissons tous. Ce *REFERENDRAME* qui a conduit à l'adoption d'un « PQ » constitutionnel. Oui, j'ai ouïe dire que les nombreuses versions sont utilisées dans les WC « Waters » des différents ministères et autres services de l'administration publique. En

même temps, il faut dire qu'il n'y a pas d'eau dans les robinets donc on fait comme on peut ! N'nallah. « **Rien ne se crée rien ne se perd tout se transforme** » disait LAVOISIER. AFAKOUDOU ! qui est fou.

Selon les détracteurs de la constitution du CNT de 2010, cette dernière souffrait d'un déficit de légitimité à cause des conditions de son adoption (par le CNT) et sa promulgation (par un président de transition désormais exilé depuis 10 ans ! Si je mens qu'il rentre au pays pour prouver le contraire) ... « **What goes around come around** » disent les Anglais. Le karma de DADIS n'est pas loin je dis ça, je ne dis rien.

Alors que dire de leur nouvelle constitution, je veux dire le « **PQ Constitutionnel** ». Lors du « **REFERENDRAME** », ils ont fait « voter » un texte et le **PRAC-MATIQUE** a « promulgué » un autre texte. La cours anticonstitutionnelle, consultée par les **DÉPITÉS COVID** floués dans cette affaire a trouvé les **considérants** qu'il fallait pour légitimer cette forfaiture. Du moins, c'est ce qu'elle croit mais **AMOULANFÉ !**

Du jamais vu dans l'histoire du droit constitutionnel selon l'avis d'un éminent professeur de droit de l'UCAD lors d'une émission sur RFI. Un vrai professeur celui-là, pas comme l'autre imposteur. « **Y'ai pas dit nom de quelqu'un hein** » comme disent les Ivoiriens, parce qu'on se connaît dans pays-là ! Ne venez pas manger vos piments dans ma bouche Allahbè.

J'imagine les discussions et argumentations dans les amphes de droit sur cette singularité Guinéenne qui est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Les étudiants de droit vont s'amuser...

Finalement, le déficit de légitimité est encore plus important avec ce PQ constitutionnel de 2020 par rapport à la constitution du CNT de 2010 qui l'a précédée.

« **ALIFA PUISSANCI A MAGNIN DEEEEE !** »

## 2. Quelles décisions doivent prendre les leaders de l'opposition?

---

*Il est urgent, que les leaders transcendent leurs intérêts égoïstes pour mettre en place l'union sacrée pour sauver la maison Guinée. Il est plus que vital de barrer le chemin et refuser ce simulacre d'élection.*

---

Selon des indiscretions, les états-majors des principaux partis politiques envisagent sérieusement de participer à l'élection du 18 octobre 2020. Il est vrai qu'ils sont dans une position difficile et en plein doute vu qu'ils n'ont pas pu empêcher le « REFERENDRAME DE CONSTIPATION » et l'érection des nouveaux « DÉPITÉS COVID ». De mon point de vue, leur participation légitimerait cette pseudo élection envisagée pour le 18 octobre 2020. Il est urgent, que les leaders transcendent leurs intérêts égoïstes pour mettre en place l'union sacrée pour sauver la maison Guinée. Il est plus que vital de barrer le chemin et refuser ce simulacre d'élection. S'ils veulent gouverner ce pays, qu'ils aient le courage de leurs ambitions. Ils doivent affronter ce pouvoir corrompu, demander la désobéissance civile à la population, paralyser l'Etat. Que chacun manifeste dans son quartier, sa commune, sa ville, son village. Que les représentants de l'Etat soient mis en déroute s'ils ne se rangent pas du côté du peuple. Une telle démarche permettra d'empêcher la concentration des forces de répression (FDS et armée) à des endroits stratégiques d'un hypothétique itinéraire de marche. Les leaders doivent faire en sorte d'infiltrer l'appareil d'état et l'appareil sécuritaire comme le PRAC l'avait fait du temps du Général CONTE. De toute façon, ils ne sont composés que de mercenaires qui se vendent aux plus offrants. Faites vaciller cette administration de kleptocrates. Il y va de la survie de

notre pays en tant que nation. Soyez prêts au sacrifice ultime, déjà, 200 jeunes reposent au cimetière de Bambeto depuis 2010. Ne trahissez pas leur lutte, ils doivent être réhabilités pour que plus jamais de pareilles choses ne se reproduisent.

Ne vous laissez pas enfermer chez vous lors des mouvements sociaux, sortez affrontez les FDS qui bloquent l'accès à vos domiciles. On ne fait pas d'omelettes sans casser les œufs chers leaders. Soit, vous êtes libre de vos mouvements ou bien en état d'arrestation. Ayez le courage de vos militants qui affrontent les FDS dans les quartiers. Sachez que souvent, la prison est un raccourci vers la Présidence et que l'arrestation d'un Homme politique n'a pas le même impact et la même résonance que celle d'un individu lambda.

Sortez de votre zone de confort !!! OSEZ, JE VOUS CONJURE OSEZ !!!

### **3. De la nécessité d'une transition !**

Il est clair pour tout démocrate ayant un minimum de discernement, qu'une transition est indispensable pour nettoyer le merdier du *PRAC-MATIQUE*. Pour avoir des élections libres, transparentes et inclusives en Guinée, il y'a des préalables dont on ne peut pas faire l'économie.

- La suspension de la pseudo nouvelle « constipation » ;
- La suspension du pseudo parlement des « *DEPITES COVID* » ;
- Un nouveau recensement des électeurs qui soit le reflet du corps électoral Guinéen ;
- La recomposition de la cour constitutionnelle par des hommes intègres. Ils pourraient faire l'objet de désignation à vie à l'image de ce qui est fait aux USA pour éviter la pression et garantir leur indépendance, dans le cadre d'une modification (pas un changement) à la constitution de 2010 ;

- La reconstitution de la CENI sur la base de l'impartialité et la compétence et non plus de la complaisance ;
- La diligence d'enquêtes concernant les tueries d'innocents lors des différentes manifestations politiques ;
- La mise en place d'une commission vérité-réconciliation pour purger toute cette frustration et les ressentiments qui empoisonnent le quotidien de notre jeune nation ;
- La mise en place d'institutions inébranlables avec des hommes de conviction au service de la nation et non des laquais au service de celui qui les a nommés ;
- Une justice impartiale au service du citoyen ;

Il est indispensable que ces éléments soient mis en place pour éviter l'éternel recommencement dans notre pays (Pays des occasions manquées). A chaque fois qu'on a cru pouvoir remettre notre pays sur les rails, nous n'avons pas fait le bon choix et voilà où nous en sommes en 2020.

## **62 ans après notre indépendance :**

- Nous n'avons ni eau, ni électricité alors que notre pays est Le Château d'Eau de l'Afrique de l'Ouest ;
- Nous n'avons ni infrastructures routières, ni hôpitaux, ni écoles et universités qui soient valables ;
- Nous n'avons ni administration efficace, ni dirigeants au service de la population ;
- Notre système éducatif est à l'article de la mort, il met sur le marché de l'emploi des gens dont le niveau décroît d'année en année. Ce qui compromet dangereusement la capacité des jeunes à prendre la relève ;
- Aucun projet minier d'envergure n'a été réalisé malgré le scandale géologique de notre sous-sol qui regorge de minerais recherchés et indispensables aux industries ;
- Les micro-industries que nous avions lors de notre accession à l'indépendance se sont comme évaporées ;

- Des cadres véreux et corrompus vampirisent notre administration et empêchent toute réforme de nature à mettre à évidence leur incompétence manifeste et chronique ;
- Des hommes politiques sans conviction, qui comme des girouettes tournent à gré du vent et nous font perdre du temps. Ils n'offrent aucune alternative crédible à un pouvoir moribond ;
- Les FDS et l'armée qui auraient été réformées à coup de millions de Dollar après la transition et l'érection du *PRAC-MATIQUE* ciblent et tuent impunément la population. Il faut croire, que l'impunité érigée en système de gouvernance par un éternel opposant, devenu par accident un Président rancunier, n'est pas de nature à faire des FDS et de l'armée des services républicains ;
- Nous ne sommes même pas capables de nourrir notre population sans faire recours à l'importation alors que nous disposons de surfaces cultivables qui ne demandent qu'à être aménagées et mises en valeur.

## 4. Quel rôle pour la population ?

*L'exigence est le maître mot du rôle que doit jouer la population. Soyons exigeants vis à vis de ceux-là qui nous gouvernent. Ils sont à notre service et pas le contraire. S'ils ne font pas l'affaire, qu'ils dégagent.*

Nous sommes au moins 12 millions de Guinéens et il y'a forcément parmi nous des gens valables et honorables pour occuper ces fonctions et qui seront au service de la population. Les hommes et femmes qui aspirent à diriger notre pays doivent savoir que la fonction, à laquelle ils veulent accéder, consiste à servir (le peuple) et non se servir (du peuple).

Chers compatriotes, faisons le bilan des 10 ans de gouvernance de l'éternel opposant devenu président.

Après 10 ans sous la présidence du PRAC et de son RPG, évaluons sans complaisance et en toute objectivité, les changements qualitatifs et quantitatifs que nous observons dans notre vie quotidienne. Evaluons, si ces changements sont à mettre à l'actif de la gouvernance du PRAC?

- Nos enfants sont-ils mieux scolarisés ?
- Nos hôpitaux sont-ils mieux équipés et plus à même de nous fournir les soins dont nous avons besoin ?
- Notre pouvoir d'achat s'est-il amélioré ?
- Les routes que nous empruntons au quotidien lors de nos déplacements sont-elles dans un meilleur état ?
- La desserte en eau et électricité dans les ménages dans nos foyers s'est-elle améliorée ?
- Nous sentons nous plus en sécurité avec la supposée réforme des FDS et de l'armée qui continuent à endeuiller nos familles ?
- Ressentons-nous plus de liberté, de démocratie et de droit de l'homme ?
- L'administration publique est-elle plus performante au service de la population ?
- La corruption qui caractérisait l'administration Guinéenne a-t-elle baissée ou s'est-elle amplifiée ?
- Les cadres corrompus qui manipulaient le Général CONTE, le sulfureux capitaine DADIS, et le Général maquisard KONATE, ont-ils été écartés des arcanes du pouvoir ?
- Des gros projets miniers qui étaient à l'étude, lequel a été mis en œuvre en 10 ans de pouvoir du Président stagiaire aka le PRAC ? Quels bénéfices pour la population ?
- Nous sentons nous toujours proche de nos amis, voisins, collègues et connaissances des autres communautés ethniques comme ce fut le cas avant la Présidence du PRAC et sa politique tribale ?
- Pour faire simple, notre vie et celle de nos parents amis et voisins est-elle plus facile et mieux aujourd'hui grâce à cette administration ?

Personnellement, je réponds par la négative à l'ensemble de ces questions.

Chers compatriotes, il est encore temps d'agir. Agir pour nos enfants. Pour nous, il est trop tard, mais nous pouvons encore faire en sorte que nos enfants bénéficient des avantages et ressources dont notre beau pays est doté.

***Agir en quoi faisant me diront certains !***

En s'engageant, chacun à son niveau, selon ses moyens pour faire échouer l'homicide programmé de notre démocratie. C'est parce que les hommes compétents et intègres refusent de mettre leur main dans le cambouis de notre administration et dans la sphère politique, préférant le secteur privé ou l'expatriation ; que des hommes n'ayant ni morale, ni valeur, ni dignité et encore moins de compétence sont aux affaires. La nature a horreur du vide à ce qu'il paraît. Aujourd'hui, ces kleptocrates décident de notre avenir et compromettent dangereusement l'avenir de notre mère patrie la Guinée. Je veux chers compatriotes que nous nous appropriions cette réflexion : « ***Nous n'héritons pas notre pays de nos parents, mais nous l'empruntons à nos enfants*** ». Alors, faisons-en sorte de leur rendre le pays dans une situation meilleure que celle dans laquelle nous l'avons trouvé. Mettons les Hommes qu'il faut aux places qu'il faut. Sortons de ces considérations tribales qui n'apportent rien de bon. « ***Au lieu du champagne pour quelques-uns, nous voulons l'eau potable pour tous*** » comme le disait Thomas SANKARA.

---

*C'est parce que les hommes compétents et intègres refusent de mettre leur main dans le cambouis de notre administration et dans la sphère politique, préférant le secteur privé ou l'expatriation ; que des hommes n'ayant ni morale, ni valeur, ni dignité et encore moins de compétence sont aux affaires.*



---

Sachez chers compatriotes, que le peuple qui n'assume pas sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort.

L'Occident ou la communauté internationale ne viendront pas résoudre nos problèmes à notre place. Ils sont confrontés eux-mêmes à des défis auxquels ils doivent faire face. Notre situation de pays assisté arrange la puissance coloniale. Les discours souverainistes, pompeux et creux de notre PRAC national qui vient ensuite faire la révérence à l'Élysée devant son petit-fils MACRON devraient nous éclairer sur la personnalité de l'homme, sa duplicité.

Il est grand temps d'envoyer le PRAC à la retraite dans un EHPAD là où est sa place. Et au-delà du PRAC et consort, il est grand temps de mettre fin à ce système qui condamne des générations et met des millions d'espoirs sous verrous.

« *Refusons de manger avec ceux qui mangent la Guinée* » comme l'avait fait Thierno Monenembo lors de son invitation au diner d'état offert par François Hollande au PRAC à l'occasion de sa visite d'Etat en France.

## **5. Les conséquences du maintien de cette administration au-delà d'octobre 2020**

En 10 ans de pouvoir *PRAC-MATIQUE*, nous avons tous vu les résultats de cette administration. Plus haut nous avons fait le bilan des changements qualitatifs et quantitatifs dans nos vies. Allons-nous continuer dans cette direction en espérant des résultats différents ? **Albert EINSTEIN** disait que : « *la folie c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent* ». J'ose espérer qu'on n'est pas tous déments dans ce pays. Les Ivoiriens eux disent que : « *Premier gaou n'est pas gaou, c'est deuxième gaou qui est niatta* ».

L'administration de ces 10 dernières années est la

représentation même de « **L'INAPTOCRATIE** » que **JEAN D'ORMESSON** définit ainsi : «  **système de gouvernement où les moins capables de gouverner sont élus par les moins capables de produire et où les autres membres de la société les moins aptes à subvenir à eux-mêmes ou à réussir, sont récompensés par des biens et des services qui ont été payés par la confiscation de la richesse et du travail d'un nombre de producteurs en diminution continuelle** ». C'est à croire que c'est l'administration du PRAC qui a inspiré l'auteur.

Supposons maintenant, que ces « **INAPTOCRATES** » se maintiennent au pouvoir au-delà d'octobre 2020, imaginons les conséquences :

- Un Président sénile de plus de 90 ans qui n'est même plus audible lorsqu'il s'exprime lors de ses allocutions ;
- Un tissu social déjà fortement éprouvé qui va définitivement se déchirer ;
- Le maintien de cadres corrompus sans aucune compétence à des postes qu'ils ont eus en récompense de leur adoration au PRAC ;
- La perte des acquis démocratiques que nous pensions avoir obtenus lors de mouvements sociaux successifs des années 2000 à 2010 et au lendemain des massacres du 28 septembre date doublement symbolique pour notre pays ;
- Le maintien du soutien, du financement et de la protection par une administration aux abois, d'individus n'ayant aucune fonction officielle et dont le rôle est de promouvoir des discours haineux aux relents ethniques pour compromettre l'unité nationale ;
- Le statut quo des FDS et d'une armée d'opérette au service d'un homme et non au service d'une nation ;
- L'enrichissement illicite des membres de l'administration au détriment de la réalisation d'infrastructures de base pour la population qui manque cruellement de tout ;

- La stigmatisation de notre pays comme un État paria parmi les nations démocratiques ;
- Le maintien en statut quo d'un fichier électoral tellement tronqué, qu'il rendra impossible **ad vitam aeternam**, toute alternance dans le pays tellement il est biaisé pour favoriser le RPG arc en ciel ;
- Le maintien en statut quo d'une cours constitutionnelle qui dit tout sauf le droit, ce qui aura pour conséquence un appareil judiciaire inopérant ou qui rendra tout sauf la justice ;
- Le maintien d'un parlement dont les membres mal élus n'ont aucune légitimité vu les conditions du scrutin ;
- Une constitution qui n'a pas l'adhésion de la majorité de la population et qui lors de sa promulgation a fait l'objet d'un faux lui enlevant tout son caractère de norme juridique ultime au sein d'un Etat ;
- Cautionner auprès de notre jeunesse, l'idée selon laquelle, la politique n'a ni morale, ni éthique en érigeant en modèle des individus qui se sont reniés et qui ont ravalé leur vomi pour être conviés au festin de ce « gouverne-et-ment » de voleurs.
- Donner l'illusion à cette même jeunesse, que la réussite s'obtient dans la roublardise et non dans le travail et l'abnégation ;
- Continuer l'exploitation abusive de nos ressources (sol et sous-sol) par des sociétés étrangères qui détruisent notre environnement et dont les profits, sont domiciliés dans des comptes offshore détenus par les membres corrompus de l'administration du PRAC et qui ne bénéficient donc pas à la population ;
- La dégradation continue de nos conditions de vie et de subsistance dans un pays scandaleusement doté par la nature de toutes les richesses du sol et du sous-sol ;
- La poursuite par un président sénile de promesses fallacieuses et de poses de premières pierre alors que les projets lancés pendant les 10 dernières années à la veille de consultations électorales n'ont jamais vu le

jour.

**Sommes-nous prêts pour ce statut quo ?**

**J'espère que non !**

J'espère un sursaut national pour sauver notre mère commune la Guinée de la main de ces gangsters dont l'unique dieu est l'argent et l'unique religion est le pouvoir pour le pouvoir.

Vaillant peuple du NON de 1958 au Général De Gaulle, tu ne peux courber l'échine devant un président tel qu'Alpha CONDE jadis connu sous le nom d'Alfa Grimpeur.

**Frantz FANON** disait : « *Chaque génération doit, dans une relative opacité, trouver sa mission, la remplir ou la trahir* »

Peuple de Guinée, jeunesse de Guinée, allons-nous remplir ou trahir notre mission ?

La décision nous appartient !

Ne pas faire de choix c'est aussi faire un choix !



**Alpha Bakar Le Kaizer**  
Un citoyen concerné

---

---

# Trois scénarios pour une sortie de crise en Guinée?

## [Par Ibrahima SANOH]

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



---

La Guinée est à la croisée des chemins et son avenir est plus que jamais en jeu. Le double scrutin du 22 mars 2020 a eu lieu et a rendu la réalité politique plus compliquée. L'avènement de la crise sanitaire liée au COVID-19 qui nous affecte de diverses manières doit conduire à réfléchir dès maintenant sur l'avenir proche du pays d'autant plus qu'une échéance électorale, à l'occurrence la présidentielle, est prévue cette année. Aura-t-elle lieu ? L'opposition y prendra-t-elle part au cas où Alpha Condé serait candidat ? Alpha Condé sera-t-il candidat ? Voilà de petites questions qui n'ont pas de réponses toutes faites. Il faudra les répondre si nous ne voulons pas que notre avenir nous échappe. Ne pas prévoir demain, c'est aller les yeux bandés vers l'avenir imprédictible et souvent, droit dans l'abîme. Ne pas anticiper la survenue des événements et faits qui feront demain, c'est vivre une vie de chien. Un pays et ses citoyens

doivent se l'éviter.

Dans le présent papier, mon dessein est d'esquisser quelques scénarii pour la présidentielle de 2020 et d'amener la classe politique, les acteurs de diverses institutions qu'elles soient nationales ou étrangères à réfléchir à l'avenir du pays et créer les conditions d'un dialogue inclusif, sincère et prompt afin d'éviter à la Guinée le fourvoisement et une impasse politique imminente. Le pays est la quête du temps perdu. Ne faudra-t-il pas lui éviter les crises inutiles, procédant de nos excès de confiance et de nos cécités politiques ?

### **Scénario I : Report de la présidentielle de 2020.**

La tenue du double scrutin du 22 mars a eu des conséquences fâcheuses et a fait des victimes collatérales. Pour assez d'observateurs, j'en fais partie, elle a aggravé la crise sanitaire alors latente et a favorisé la propagation du coronavirus. Aujourd'hui, le nombre de contaminés augmente plus que celui des guéris et celui des cas contacts évolue à un rythme alarmant. Ce qui conduit, sous certaines conditions, à douter de la capacité du pays à venir à bout de la crise sanitaire à moyenne échéance. Peut-être apprendrons-nous à vivre avec le coronavirus. Il faut rappeler que la Guinée n'est venue à bout d'Ebola que lorsqu'un vaccin fut mis au point et mis à la disposition des pays alors frappés par le virus à fièvre hémorragique.

Dans ce contexte de crise sanitaire, il serait déraisonnable que la CENI et même le Président de la République tiennent la présidentielle à la date prévue. Les mesures adéquates pourraient être prises à cet effet, dira-t-on. Le vote sera-t-il électronique et les élections sans campagnes électorales ? Les mesures qui seront prises permettront-elles de protéger les Guinéens qui seront appelés aux urnes contre le risque de contamination au coronavirus ?

La date de la présidentielle est éloignée, diront certains. N'est-ce pas que l'organisation de la présidentielle de 2020 est tributaire de la capacité du pays à triompher du coronavirus qui éprouve la Guinée et le monde ? A l'hypothèse que le coronavirus soit circonscrit, ne faudra-t-il pas un consensus sur certaines questions à savoir : la CENI qui n'inspire pas confiance à une certaine opposition, le fichier électoral et d'autres questions subsidiaires.

Quand bien même Alpha Condé ne serait pas candidat et que la crise sanitaire due au Coronavirus serait finie, l'opposition qui n'a pas pris part au double scrutin du 22 mars 2020 acceptera-t-elle la CENI qu'elle a décriée ? Va-t-elle se renier et se dédire ?

Il est des plus probables que la présidentielle de 2020 connaisse un report ! Ce ne serait pas un mal eu égard aux réalités susmentionnées. Seulement, il faudra se mettre d'accord sur certaines questions qui divisent. Cela suppose que les différentes parties prenantes au processus électoral s'accordent sur le principe qu'elles doivent se parler et dialoguer. Mais la confiance entre ces acteurs n'est-elle pas entamée ? Alpha Condé qui a eu une grande peine à se faire féliciter après l'adoption par le pays d'une nouvelle constitution, aura-t-il le courage d'organiser la présidentielle en étant lui-même candidat et cette année, sans que le coronavirus soit vaincu ? Cela semblerait absurde. Et, s'il venait à l'essayer, il sera de plus en plus isolé et donnera raison à tous ceux qui ont dit qu'il se donnait à travers la nouvelle constitution la possibilité de saper le principe de l'alternance en se portant candidat à un autre mandat. Lui qui a survécu à de nombreuses crises politiques, à Ebola, aux nombreuses manifestations de rue, à la honte qu'aurait engendré l'échec de son double scrutin, voudra-t-il ouvrir un autre front de combat en temps de crise sanitaire mondiale ? On le sait téméraire et entêté. Survivra-t-il à cette autre épreuve ?

S'il y a report de la présidentielle, c'est que le pays connaîtra une nouvelle transition. Combien de temps durera-t-elle ? N'est-ce pas que les transitions aiguissent les appétits et conduisent souvent aux substitutions de priorités ? Alpha Condé qui l'assurera pourra-t-il être candidat à un autre mandat ? Peut être que l'apport de la communauté internationale et aussi qu'une certaine pression étrangère favoriseront un dialogue sur les questions dont les résolutions sont reportées : fichier électoral, présidence de la CENI et sa composition, candidature d'Alpha Condé à un autre mandat, acceptation de la constitution du 22 mars 2020 par l'opposition au sein du FNDC. Peut-être aussi, Alpha Condé aura-t-il des garanties et incitations qui l'emmèneront à ne pas se porter candidat à la présidentielle.

---

***S'il y a report de la présidentielle, c'est que le pays connaîtra une nouvelle transition. Combien de temps durera-t-elle ? N'est-ce pas que les transitions aiguissent les appétits et conduisent souvent aux substitutions de priorités ?***

---

Tout cela ne sera pas sans conséquences. Il aura, lui qui s'est toujours plaint d'avoir été empêché, la possibilité de rattraper quelques années perdues. Mais cela lui permettra-t-il d'être performant ? Voilà un sophisme : celui de l'amortissement. Le temps écoulé ne se rattrape pas ! Le mandat d'une transition est contraignant . Aussi, il aura la possibilité de se mettre à l'abri de certains ennuis judiciaires si la communauté internationale venait à lui faire des propositions de poste au sein de certaines institutions. Mais les récriminations de l'opposition sont plus grandes et vont au-delà de sa personne. On pourrait lui éviter certains



procès en raison de son rang, ce qui serait inadmissible pour d'autres présumés coupables de crimes de sang et économique. On pourrait lui accorder le pardon, mais jamais l'amnésie à ses supposés suppôts. Le RPG devra alors avoir un candidat pour lui éviter une triste fin et la justice des victorieux. Alpha Condé, Président de la transition, sera-t-il neutre ? N'aura-t-il pas une inclination pour un candidat ? N'influera-t-il pas sur la sincérité du scrutin ? On pourrait perdre d'autres années et la transition pourrait bien donner lieu à une confiscation du pouvoir. Le risque d'une instabilité politique est réel.

## **Scénario II : Candidature d'Alpha Condé à la présidentielle de 2020.**

Ce scénario, me paraît improbable dans les conditions actuelles. Certaines raisons évoquées dans le scénario précédent sont aussi en vigueur dans le présent cas. L'hypothétique candidature d'Alpha Condé à la présidentielle de 2020 est liée à sa capacité à venir à bout du coronavirus et aussi à faire accepter par une certaine communauté internationale sa réforme constitutionnelle. Le dernier trimestre de 2020 est encore loin et assez de choses peuvent encore se passer.

Si Alpha Condé se porte candidat alors qu'il n'a pas vaincu le coronavirus, c'est qu'il aura compris qu'il ne viendra jamais à bout de cette crise sanitaire avant la découverte d'un vaccin dont l'attente serait inconcevable et aussi, qu'il n'a pas à chercher l'approbation d'une certaine communauté internationale. N'est-ce pas qu'il avait avant la réforme constitutionnelle reçu le soutien des dirigeants placés sous la même enseigne que lui et qui l'ont félicité après le double scrutin : ceux de la Russie, de la Chine, de la Turquie ? La CEDEAO, les pays occidentaux, certains pays africains ayant une tradition démocratique avérée ne lui ont envoyé aucun message de félicitations. Cherchera-t-il à leur plaire ? Reculera-t-il alors que le plus difficile est fait

et qu'à présent, il a possibilité d'être candidat à un autre mandat ?

La récente plainte du FNDC contre le pouvoir guinéen à la CPI pourrait avoir des conséquences insoupçonnées que les initiateurs n'ont pas eux-mêmes soupesées. En effet, une nouvelle constitution veut dire : ne pas ouvrir la boîte de pandore. Si plusieurs dirigeants sont tentés de mourir au pouvoir, c'est qu'ils ont renoncé aux hypothétiques honneurs d'après règne pour se mettre à l'abri des ennuis judiciaires. Aussi longtemps qu'ils dirigent, ils le savent, ils jouissent d'une certaine l'immunité les protégeant contre les actions judiciaires. Si Alpha Condé n'est pas candidat alors qu'il désespère, son parti avec, de trouver un dauphin qui sera à même de remporter la présidentielle à l'issue d'un scrutin dûment constitué. S'il n'a pas l'assurance qu'il sera, après le pouvoir, exempt de poursuites judiciaires, eh bien, il sera tenter d'être candidat à un autre mandat et voudra aller aux élections même dans les conditions les plus discutables.

---

***Si plusieurs dirigeants sont tentés de mourir au pouvoir, c'est qu'ils ont renoncé aux hypothétiques honneurs d'après règne pour se mettre à l'abri des ennuis judiciaires.***

---

L'opposition au sein du FNDC doit entendre cela et entrevoir une lutte politique plus habile que celle des muscles dont les résultats sont très contrastés. Impénitente, elle doit avoir son travail de conscience ! Les menaces n'engendrent toujours pas les résultats escomptés. Elles peuvent produire l'effet contraire : la fossilisation des dirigeants.

**Scénario III : Désistement volontaire d'Alpha**

## **Condé à être candidat à un autre mandat.**

Ce scénario est trop optimiste pour être des plus probables. Les faits conduisent à croire qu'il est irréaliste. Sa survenue pourrait avoir des conséquences dont la mort subite du FNDC et la révélation des contradictions au sein de l'opposition. En effet, si Alpha Condé annonçait qu'il ne serait pas candidat à un autre mandat, cela apaiserait une certaine tension politique et favoriserait un dialogue sur certaines questions de l'heure et surtout celles électorales. Une telle annonce sera favorablement accueillie par la communauté internationale qui lui aura prêté des intentions et qui, sans nul doute œuvrera à l'aider à s'acquitter de la promesse qu'il aura tenue : celle de ne pas être candidat à une autre échéance électorale. Là, il pourrait, intelligemment se soustraire de certains ennuis judiciaires après le pouvoir et se réconcilier avec ses combats historiques. Encore, il aura évité à sa postérité d'être dédaigneuse. Saura-t-il dominé le ressentiment qu'il a vis-à-vis de cette classe politique qui lui a livré un combat implacable pendant assez d'années ? Il ne faut pas désespérer qu'il puisse encore se révéler homme d'Etat et que, même dans les moments d'incertitudes, il puisse se montrer à la hauteur de ses combats historiques.

---

***En effet, si Alpha Condé annonçait qu'il ne serait pas candidat à un autre mandat, cela apaiserait une certaine tension politique et favoriserait un dialogue sur certaines questions de l'heure et surtout celles électorales.***

---

S'il venait à faire une telle annonce, l'opposition serait confrontée à deux opinions contradictoires. La première sera celle de ceux qui diront : « Allons aux élections et sans préalables. » La seconde, celle des circonspects qui diront :

« Créons les conditions d'une élection inclusive et transparente dès lors que cela est possible et mettons-nous d'accord sur les questions essentielles. » Cette dernière frange ne voudra pas se dédire alors qu'elle ne porte pas une grande admiration à la CENI, ne croit pas à la fiabilité du fichier électoral. Une telle annonce permettra d'acquiescer à une certitude que la nouvelle constitution tant décriée est acceptable et le sera et, qu'en supposant à lui, le FNDC s'opposait à la possibilité qu'Alpha Condé soit candidat à une autre échéance électorale. ! Les déclarations cocardières et patriotardes s'estomperont. « 2020, Un autre », voilà son slogan dénotant de peu d'ambitions

Que cette hypothèse soit validée ou non, il faut bien se poser la question qui est : au cas où Alpha Condé ne serait pas candidat, et au cas où il se donnerait les chances de tenir des élections inclusives et transparentes, n'est-ce pas qu'il faudra que la classe politique s'accorde sur certaines questions ?

En définitive, quel que soit le scénario, une chose est claire, nous vivons une grande crise qui n'est pas que sanitaire. Elle est multidimensionnelle. Elle est aussi politique. La crise sanitaire a permis d'éluder les clivages politiques et de créer une harmonie de façade, foncièrement factice, de réduire les angles de nos contradictions idéologiques et politiques, de rengainer l'expression de certaines méchancetés. Elle a favorisé la politique de temporisation. Elle ne résoudra pas nos problèmes politiques et ne mettra pas fin à nos contradictions, même si elle a la vertu de reporter leurs résolutions. N'est-ce pas qu'il faudra alors qu'il est grand temps de poser les bases d'un dialogue national en faisant les compromis forts pour éviter au pays une crise politique majeure ? N'est-ce pas qu'il faut asseoir les bases d'un dialogue politique national sur le processus électoral ? Devons-nous reporter la présidentielle de 2020 ? Si oui, pourquoi ? A quelle échéance ? Au cas

contraire, avec quelle CENI, quel fichier électoral et dans quelles conditions ? L'opposition doit s'intéresser à ce sujet et poser les conditions raisonnables pour un dialogue sincère et franc. La communauté internationale doit aider la Guinée à réussir ce pari.

Ceux qui croient naïvement – peut-être sont-ils forts d'autres choses que nous autres ignorons – que les muscles et la tactique de la surenchère régleront les problèmes servent de cautions politiques à Alpha Condé et lui font le plus grand bien qu'ils ne peuvent imaginer : ils le réconfortent dans ses positions et hâteront ses réactions par le mal de notre démocratie. Cela suffira pour sacrifier l'idéal de l'alternance qui est un triple impératif : moral, politique et constitutionnel.



**Ibrahima SANOH**

Citoyen guinéen

Président du Mouvement Patriotes Pour l'Alternance et le Salut.

---

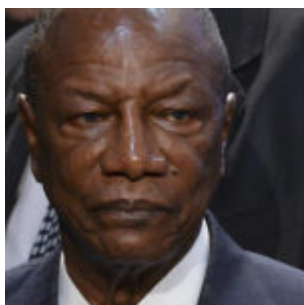
[NDLR] L'auteur avait proposé le titre : ***Comment éviter le piège de la transition qui trahirait l'alternance démocratique en Guinée ?***

---

---

# Deux phrases pour éviter le chaos [Par Lamarana Petty Diallo]

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



---

Depuis un certain temps, la situation socio-politique guinéenne est des plus préoccupantes car elle met en danger la paix sociale. Elle menace les fondements de la nation, la sécurité des citoyens, le vivre-ensemble souvent mis à mal par les systèmes politiques successifs.

A nouveau, notre peuple est face à de grands défis et enjeux à relever pour de nouvelles perspectives d'avenir. Il a su les relever par le passé en empruntant la voie de l'indépendance en 1958 et de la démocratie dans les années 90.

Le chemin à emprunter pour les atteindre serait des plus aisés si ce n'est l'obstination d'un système, d'hommes et de femmes qui semblent être sourds aux bruits alentours, aux voix de l'histoire et à la toute-puissance de la force du verbe : c'est-à-dire le dialogue.

Ces  
tares ont leur corollaire en mode de mauvaise gouvernance :  
corruption,  
gabegie, laisser-aller, immoralité intellectuelle et  
professionnelle. Des  
méthodes et pratiques de gouvernance qui semblent avoir fait  
leur temps car un  
nouveau soleil pointe à l'horizon et commence à illuminer la  
Guinée.

### **Le mur de la peur est tombé**

Les  
Guinéens ont très longtemps subi la mal-gouvernance et ses  
conséquences sur  
l'épanouissement de la nation et la consolidation des valeurs  
démocratiques.

Au  
fil du temps, ils ont eu l'intime conviction que les systèmes  
passent et les  
pratiques restent. De déceptions à soubresauts, ils sont  
désormais en phase de  
passer de la frustration à la revendication et à la révolte.  
Si ce n'est à la révolution sociale tout  
simplement.

Les  
mouvements de contestation, sources d'inspiration du  
changement qui pointe en  
Guinée font lésion : les printemps arabes (2010-2011) ; « La  
tempête de Ouaga » (c'est de moi) ou la deuxième révolution  
burkinabé, qui  
mit fin en 3 jours au pouvoir de Blaise Compaoré. Encore plus  
frais et en  
cours, la « Révolution du Sourire » ou le printemps algérien  
(février

2019- novembre 2019).

Autant dire que la situation actuelle que connaît la Guinée ne tombe pas du ciel. Le pouvoir aurait mieux fait de comprendre que le peuple ne peut plus se murer dans la peur, le silence complice et la subordination coupable. Ainsi mettrait-il fin à sa surdité, son indifférence, son arrogance et son cynisme en apportant la réponse aux maux qui rongent le pays.

Mais

les attitudes et propos de certains caciques du système qui banalisent la mort

des citoyens montrent que nous en sommes loin. Leur raisonnement belliqueux est

le corollaire des répressions macabres des forces de l'ordre qu'ils justifient

dans ces termes : « Si une manifestation est violente, l'État a

aussi le devoir régalien de maintenir l'ordre public ». On ne peut mieux

se montrer complice des actes criminels qui ont coûté la vie à plus d'une centaine

de citoyens.

Ces derniers jours, ce sont les chantages et les discrédits qui ont fait surface. Des personnes, de la même trempe que la précédente, qualifient l'opposition républicaine et le FNDC de djihadistes. Oublient-elles que nul ne les écoute plus tant elles n'inspirent pas confiance.

Loin

de comprendre que le sens de l'histoire a pris une autre tournure, de telles

personnes se confortent dans le déni de l'imminence d'un changement de mode de

gouvernance.

**La Guinée attend son printemps**



Depuis 1958, la Guinée a fait de grands pas en avant. Certes, elle a été freinée dans sa marche par les maux évoqués plus haut. Cependant, nul ne peut nier la vaillance de notre peuple dans son combat pour la démocratie et l'Etat de droit.

*Un peuple qui a envoyé le Parti Démocratique de Guinée (PDG) au musée et conduit le Parti de l'Unité et du Progrès (PUP) à la morgue. L'obstination dont font preuve certains idéologues du RPG risque d'avoir les mêmes conséquences.*

En tout état cause, l'évolution ne saurait s'interrompre. Les systèmes politiques guinéens n'ayant su s'adapter ni aux marqueurs historiques, démographiques, politiques, sociaux ni aux nouvelles aspirations des jeunes générations doivent céder la place.

Le chômage des jeunes est galopant. L'école et le système scolaire sont délaissés. Les perspectives d'avenir sont bouchées alors que l'exode interurbain (ou rural) est des plus élevé.

Les jeunes guinéens empruntent les routes de la mort plus que quiconque. Leur nombre est effarant en Europe : il dépasse de loin ceux des pays en guerre du proche et moyen orient ou d'ailleurs. A contrario, la population guinéenne est parmi les plus jeunes.

L'opportunité de changement découle de cette réalité. Si les tentatives ont échoué par le

passé, elles ne montrent pas moins que les Guinéens connaissent le chemin de la démocratie. Qu'ils ont été des artisans de la lutte contre les pouvoirs oppressifs coloniaux et post-indépendances.

Si le FNDC n'est pas directement lié à cette généalogie historique et politique de combat pour la défense des droits et devoirs, il n'en est pas moins un élément du chaînon. Il est une nouvelle étape de la lutte pour l'émancipation. En tant que tel, il peut être exposé aux risques d'échec. Je ne reviendrai pas là-dessus (voir mon article : « Troisième mandat, la messe serait-elle dite » ? in Le Populaire, n°698, 23/12/2019).

Si ce n'est pas la première fois que nous vivons une coalition entre force politique, civile et/ou syndicale, les revendications actuelles semblent annoncer la fin d'un cycle. En effet, depuis les premières mobilisations d'octobre 2019, les Guinéens bravent la pluie, la poussière, la faim, la soif et les misères quotidiennes en quête de la réponse à la question qu'ils se posent : le président Alpha Condé veut-il un troisième mandat ? L'annonce du 31 décembre a levé un coin du voile. Depuis, la liste de morts ne fait que s'alourdir. Pourtant, à défaut d'être évité, on peut

y mettre fin.

## **Deux**

**phrases, deux simples phrases peuvent suffire**

Monsieur

Alpha Condé peut éviter le pire à la Guinée s'il est resté celui qu'il était dans les années 70. Celui qui faisait le tour des universités françaises pour convaincre les étudiants africains de lutter contre les pouvoirs à vie et les dictatures.

S'il

est resté le même homme qui combattit pour le panafricanisme, il donnera l'exemple aux générations africaines, actuelles et futures.

Mais, bon nombre d'analystes pensent que l'homme n'a pas seulement changé. Il s'est métamorphosé, estiment-ils. Au cas contraire, il n'aurait jamais tenté d'imposer une nouvelle constitution, premier pas vers un troisième mandat, aux Guinéens.

Ceux

qui ont connu M. Alpha Condé sont persuadés que le président guinéen a changé de cap et de vision en se lançant dans une perspective qui pourrait faire basculer son pays dans un conflit aux conséquences imprévisibles. En dépit de tout, ils sont encore nombreux à croire qu'il peut encore rattraper la balle au bond.

Pour

cela, il a une seule chose à faire. Un seul acte qui effacerait tous les ratages, toutes les déceptions et lui donnerait l'image de l'homme auquel

il s'est toujours identifié en se qualifiant « le Mandela de la Guinée ».

Dès lors, il rentrerait dans l'histoire au sens noble du terme. Il ouvrirait une nouvelle page de l'histoire guinéenne et au-delà dans laquelle s'identifieront ses contemporains et les générations futures. Il n'a qu'un pas à franchir avec des mots simples et salvateurs :

« Je renonce au changement de constitution ».

« Je ne suis pas candidat à un troisième mandat ».

Ces deux phrases vaudront toutes les phrases célèbres de l'histoire. Les Guinéens échapperont alors à la dimension dramatique qui se joue actuellement pour lui donner une tournure humaine et fraternelle. Ainsi, notre pays aurait pallié au pire.

Tendons les oreilles d'ici-là pour accueillir l'Aube nouvelle.



Par M. **Lamarana Petty Diallo** , Guinéen- Professeur Hors-Classe, lettres-histoire, Orléans- France

---

---

# Seules des élections libres et transparentes peuvent assurer l'avenir démocratique en Afrique (Communiqué)

écrit par GuineePolitique© | 30 novembre 2020



Présent à Niamey du 1er au 4 octobre 2019, à l'occasion du Sommet sur le « Constitutionnalisme pour la consolidation démocratique en Afrique » organisé par le National Democratic Institute (N.D.I), le mouvement Tournons la page félicite le Président de la République du Niger Mahamadou ISSOUFOU pour son attachement au respect de la limitation des mandats et son engagement à organiser des élections présidentielles de 2021 libres et transparentes. Tournons la Page se félicite de ce que son appel à l'alternance démocratique soit entendu par M. ISSOUFOU après une période de remise en cause de l'espace civique marquée par le harcèlement des militants pro-démocratie. Le chef d'Etat nigérien et les anciens Présidents présents à Niamey doivent continuer de promouvoir le principe d'alternance démocratique, acquis indispensable à la paix et au développement de l'Afrique.

Le mouvement « Tournons la page » prend activement part à ce Sommet de haut-niveau aux côtés de plusieurs anciens Chefs d'Etat dont le Béninois Nicéphore Soglo, le Nigérian Jonathan Goodluck, la Centrafricaine Catherine Samba-Panza et le Nigérian Mahamane Ousmane et aux côtés d'activistes et journalistes africains. Lors de la cérémonie d'ouverture, le Président M.Issoufou a indiqué que quitter le pouvoir pacifiquement en 2021, à la fin de son second et dernier mandat légal, serait sa plus belle réalisation. Offrir au Niger, sa première passation pacifique du pouvoir entre deux Présidents élus, est en effet un exemple à saluer. Alors que le bilan de l'alternance pacifique au pouvoir est mitigé sur le continent africain.

Au-delà de cet engagement, TLP invite le Président à tout faire pour assurer un processus électoral libre et transparent en 2021 car la transition démocratique ne peut reposer que sur la mise en place d'un cadre électoral inclusif et équitable. Par ailleurs, de la République du Niger en sa qualité de Président en exercice de la CEDEAO et hôte du sommet sur le Constitutionnalisme à de tout faire pour convaincre les autres leaders de la sous-région à se plier à l'exigence démocratique de la limitation des mandats. Le développement de l'actualité politique en Guinée nous oblige à lancer cet appel et rappeler qu'il est encore temps d'agir d'écouter le désir d'alternance démocratique exprimé par le peuple guinéen. Il nous faut insister que le non-respect des dispositions constitutionnelles et le refus d'alternance est une source d'instabilité et de conflits sur un continent déjà trop meurtri par la violence.

Tournons la Page félicite les anciens Chefs d'Etats présents au Sommet pour leurs actes ayant permis des passations de pouvoir pacifiques et démocratiques dans leurs pays respectifs. Notre mouvement les invite plus que jamais à partager leurs expériences aux Chefs d'états qui s'accrochent encore au pouvoir et de leur rappeler qu'une autre vie est

possible après la présidence.

Tournons la page est reconnaissant au NDI et aux autres partenaires du sommet pour la tenue de cet événement qui nous a permis de porter encore plus haut les demandes légitimes des jeunes, des femmes, et de tous les citoyens africains pour une Afrique débarrassée des dynasties au pouvoir.

Pour qu'il en soit ainsi, Tournons la page demande aux chefs d'Etats Africains en général et à ceux qui connaissent qui ne se sont pas encore approprié le principe de l'alternance démocratique en particulier :

- **De renoncer aux changements des constitutions pour se maintenir au pouvoir.**
- **De mettre en place des conditions qui permettent l'alternance démocratique en s'abstenant de toutes manœuvres qui pourraient empêcher la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles ;**
- **de relancer le dialogue politique véritablement inclusif partout où cela s'impose en dépassant les points de tensions sur les processus électoraux et d'impliquer toutes les parties à s'investir pour des élections sans heurts ;**
- **Inciter les citoyens africains, en particulier les jeunes et les femmes, à s'inscrire massivement sur les listes électorales afin que les institutions mises en place puissent bénéficier d'une légitimité forte auprès des populations ;**
- **Garantir les libertés fondamentales de toutes les parties prenantes au processus électoral et notamment de la société civile, garante d'un processus électoral de qualité.**

En Afrique, comme ailleurs, il n'y a pas de démocratie sans alternance !

*Tournons La Page est un mouvement citoyen qui entend rassembler le plus largement possible autour d'une vision et des valeurs communes de respect des droits humains fondamentaux et des principes démocratiques.*

Lire [tournonslapage.com](http://tournonslapage.com)